lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
N° 56
20 SEPTEMBRE 1969
1 F

les premières grèves ont entamé le plan d'austérité

Il nous reste à l'abattre

Etats-Unis :

les GI's refusent de marcher

(page 3)

Un premier contingent de G.I.'s en cours de rapatriement : Nixon rapatrie au compte-goutte. Mais, par crainte de la contagion pacifiste, il surseoit aux nouvelles incorporations. (U.P.I.)

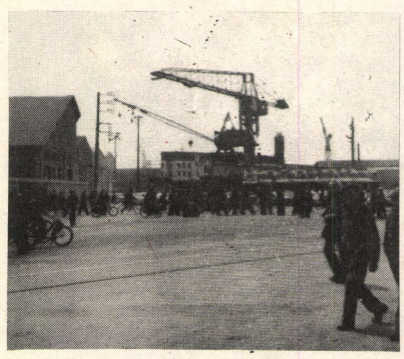
● *LA CONFERENCE DE PRESSE DE POMPIDOU :*

UN HOMME DE ROTHSCHILD S'EN PREND AUX MENAGERES

(page 7)

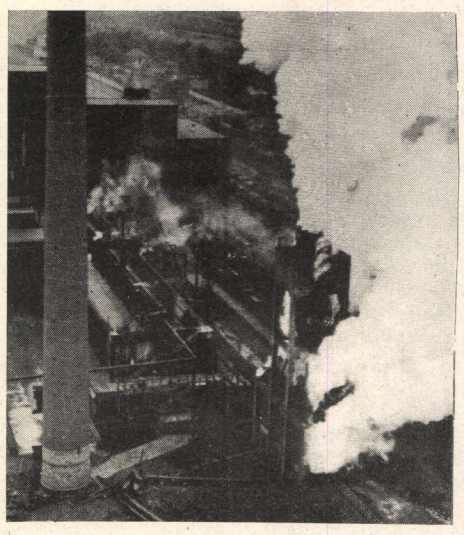
● **SEGUY GAUCHISTE ?**

(page 6)



● **GREVE VICTORIEUSE A SAINT-NAZAIRE**

(page 10)



● **LES GREVES EN ALLEMAGNE FEDERALE**

(page 12)

Vague de grèves : la nuée, mais pas l'orage

AU bout de 8 jours, quand la grève des roulants de la S.N.C.F. s'est terminée, la grève de la R.A.T.P. a atteint son sommet. Dans le même temps Air Inter faisait 2 jours de grève et les dockers une journée d'action avec une heure de grève minimum. Ce sera ensuite le tour de l'E.G.F., des P.T.T., etc. Quand une grève finit, l'autre commence.

Cela ne se déroule pas toujours entièrement comme les syndicats le souhaiteraient. La reprise a été houleuse parmi les roulants de la S.N.C.F. Il faut dire que rien n'obligeait les syndicats à faire reprendre, si ce n'était qu'ils étaient pressés de finir la grève avant que le mouvement de la R.A.T.P. ne soit généralisé. Bien que ne s'opposant pas aux premiers grévistes de la R.A.T.P., les syndicats, du moins les plus déterminants, dont la C.G.T., ne sont intervenus dans l'ensemble des dépôts que lorsqu'ils ont eu l'assurance que la grève de la S.N.C.F. était bien terminée. C'est alors seulement que, provoquant des assemblées dans les dépôts qui n'avaient pas encore débrayé, cela suffit à démarrer un mouvement sinon contenu, du moins possible depuis déjà plusieurs jours. Et c'est en pleine grève des roulants, qu'une semaine d'action à partir du 29 septembre avec 24 heures de grève le 2 octobre, était annoncée aux P.T.T. : façon claire de dire aux travailleurs de ces services de ne pas entrer en lutte tout de suite, car leur tour viendrait plus tard. En annonçant l'action à l'E.G.F., en cas d'échec des négociations qui doivent se tenir jeudi 25 septembre, on fixait une date aux gaziers et aux électriciens.

Ce calendrier bien établi, ce plan de démobilisation, les syndicats en sont à peu près maîtres. En intervenant, ou au contraire en laissant les travailleurs sans consignes et sans organisation, les syndicats transforment le flot soudain soulevé par la grève des roulants, en un ruisseau continu qui permettra d'écouler le mécontentement en douceur. Tout du moins l'espèrent-ils. Car tout n'est pas encore dit, on ne sait si cette vague de grèves ne débordera pas dans le secteur privé. Et l'avenir du mouvement se joue là. Si c'était le cas, la tactique des syndicats serait la même que dans le secteur public : le morcellement serait aussi la règle.

En déclenchant ces grèves, ce sont des contrefeux que les syndicats allument. Ces actions n'entraînent pas la satisfaction des grévistes, mais pas leur défaite non plus. Et si elles ont ouvert une brêche, elles n'ont pas mis en danger réellement le plan d'austérité, ni compromis la tentative de faire payer la dévaluation à la classe ouvrière.

Par contre, elles permettent aux syndicats de se justifier sans remettre en question leur accord avec la bourgeoisie. Georges Séguy d'un ton victorieux commença son discours à la Mutualité en déclarant : « Nous avions prévu une rentrée sociale orageuse... elle l'est ». Il avait au moins quelque chose à livrer en pâture aux militants de base et aux ouvriers qui attendent des syndicats l'organisation de la riposte. Et il en avait besoin.

Car si les travailleurs ne montrent pas d'enthousiasme spécial pour la lutte, ils n'y sont pas hostiles, ils savent la grève nécessaire et même, ils l'attendent.

Et malgré l'insatisfaction des grévistes à chacun des mouvements, chaque grève en provoque d'autres. A chaque fois ce n'est ni la victoire, ni la défaite mais un compromis, et c'est à l'attitude des dirigeants syndicaux que les ouvriers attribuent ce que ces compromis comportent de négatif. Si bien que chaque reprise détruit le contrefeu. Et ces grèves, de contrefeux tels que les syndicats les souhaitaient, deviennent finalement des exemples.

Dans ces conditions, la situation reste très dangereuse pour le gouvernement et la bourgeoisie. Car cette vague de grèves, la première depuis mai 68, montre que la classe ouvrière n'est pas démoralisée malgré les défaites électorales successives.

Ces tartuffes qui nous gouvernent...

Écoutez la radio. Regardez la télé. Lisez la presse.

On y entend, on y voit, on y lit les tenants du pouvoir, ceux de l'active comme ceux de la réserve.

Eh bien, si vous ne bondissez pas au plafond en comparant ce qu'ils disent avec ce qui est et ce qu'ils taisent, c'est que vous êtes sourd et aveugle.

Ou que vous êtes de leur côté.

SAINT USAGER, QUE VOUS ETES PRATIQUE !

Que de pleurs soudain versés sur ce pauvre usager des services publics. Que de sollicitude soudain déployée !

Combien il a pu se sentir choyé, dorloté, flatté, l'Usager.

Celui qui travaille pour payer des impôts destinés à améliorer les transports et qui paie dans le train, le métro, le bus pour aller travailler.

Celui qui voit le prix des billets doubler, d'un seul coup.

Celui qui paie les ristournes faites par la S.N.C.F. aux grosses boîtes.

Celui qu'on trimballe dans des caisses bourrées, ferraillantes. puantes.

Celui qui ne trouve de place assise qu'à condition de voyager aux heures où il travaille.

Celui auquel on fait prendre le métro en marche — ou presque — sur la ligne n° 7.

Celui auquel la S.N.C.F. supprime les lignes secondaires et la R.A.T.P. les autobus le dimanche.

Il est bien bon l'usager, bien pratique. Il paie, il subit.

Et, en plus, il sert d'alibi, de prétexte quand on veut dresser l'opinion publique contre les grévistes.

Et l'opinion publique, c'est lui !

UN STUPEFIANT QUI TUE

Connaissez-vous ce stupéfiant qui tue un homme toutes les quarante minutes ? (1)

Connaissez-vous les trafiquants de ce stupéfiant assassin ?

En connaissez-vous les victimes ?

Ce stupéfiant c'est le travail, les trafiquants sont les patrons, les victimes les travailleurs.

Oui, car le travail sans mesure endort les réflexes, fait perdre l'équilibre. Il fait tomber les maçons des échafaudages, passer les cheminots sous les trains, laisser les mains des ouvriers sous les presses.

Et ce sont les patrons qui l'administrent à haute dose, sans se préoccuper des conditions dans lesquelles il est consommé, qu'il cause la mort, la mutilation ou la maladie.

Il n'y a pas un patron qui n'enfreigne la législation du travail, à commencer par l'Etat.

Mais la répression du trafic du travail, combien plus meurtrier que celui de la drogue, l'Etat se garde bien d'en parler. Et surtout de la faire.

(1) Statistiques du Congrès des Mutilés du travail.

Y A UN P'TIT TRUC

Grande campagne contre le bruit : ouvrez le ban.

Quarante procès-verbaux vendredi à la Bastille : fermez le ban.

Les pouvoirs publics sévissent contre les automobilistes et les cyclomotoristes trop bruyants.

Il faut dire que les lieux où ils frappent sont bien choisis. Quartier populaire, la Bastille est un des lieux où s'ébattent les jeunes amateurs d'équipées pétaradantes.

Mais si les pouvoirs publics — oh ! la belle expression — veulent lutter contre le bruit, voici quelques endroits où ils pourraient mettre leur nez — ou plutôt leurs oreilles :

— Les H.L.M. qui entourent l'aéroport d'Orly.

On y est agréablement bercé, paraît-il.

— Les localités proches des bases de l'Armée de l'Air, qui dispensent les « bangs » sans avarice aucune.

— Et surtout chacun des lieux où l'on travaille. Car c'est là qu'ouvriers et employés deviennent tous, plus ou moins gravement, des malades du bruit. C'est là que chaque jour, onze mois par an, on est fatigué, énervé par le bruit. C'est là que deviennent sourds ou neurasthéniques les ouvriers des forges, des presses, des cimenteries, les manœurs de marteaux-piqueurs, les employées des pools dactylographiques

Sport et Politique

Les Championnats d'Europe d'athlétisme se sont ouverts à Athènes, dans un climat qui manquait pour le moins de sérénité.

Avant même que les sportifs s'affrontent sur le stade, l'empoignade mit aux prises les officiels.

Ce fut la délégation de l'Allemagne de l'Est qui engagea les hostilités, s'opposant à la présence d'un athlète dans la sélection d'Allemagne de l'Ouest, car celui-ci, ancien représentant de la R.D.A., avait eu la prétention de changer d'Allemagne. Or, le règlement est formel ! Il faut avoir acquis depuis au moins trois ans, la nationalité d'un pays, pour prétendre le représenter. La République fédérale riposta en se retirant.

Les Grecs, alors, touchés dans leur prestige, menacèrent de ne pas livrer la flamme olympique, en 1972, à Munich. Or, point de flamme, point de jeux.

Ce ne sont pas là chamailleries de gamins dans une cour d'école. Non ! Ces disputes opposent des adultes, respectables et pour la plupart décorés, des « officiels » qui représentent des « grandes nations ».

Il y aurait là de quoi sourire, si, derrière tout cela, il n'y avait quelque chose de plus grave. Le chauvinisme que l'on développe, en pareille occasion, ne serait qu'imbécile, s'il ne préparait pas les populations entières à se disputer, non plus pour avoir droit à un petit morceau de métal, plaqué or, mais pour avoir chacun sa part de plomb.

Et puis, pendant que les discussions et les jeux tiennent le haut de la scène, on oublie les coulisses.

On oublie la dictature des colonels grecs qui peuvent parader, auprès de représentants des Nations dites « démocratiques » ou « socialistes », comme si de rien n'était.

On oublie que ce même stade, dans lequel s'affrontent les athlètes, servit, naguère, à parquer les prisonniers grecs, avant qu'on les déporte dans les bagnes des îles. On oublie la misère et la faim, pour admirer les quelques bêtes à concours sélectionnées, et surentraînées.

On oublie tout, puisque « le sport est au-dessus de la politique », n'est-il pas vrai !

Et d'ailleurs, la représentation de l'Union Soviétique s'est chargée de le rappeler, en déclarant qu'elle ne tolérerait pas que sa participation puisse être exploitée politiquement. Si cela se faisait, elle se retirerait incontinent.

Mais comme chacun sait, on ne fait pas de politique en Grèce, les colonels l'ont interdit, et ceux qui auraient l'outrecuidance d'en faire se retrouvent en prison.

Alors ! Que les Soviétiques se rassurent !

PAS DE TREVE SOCIALE EN ARGENTINE

LA relative trève sociale voulue par le gouvernement argentin et tacitement acceptée par les bureaucraties syndicales a pris fin. Depuis deux semaines environ on assiste, dans plusieurs villes à des troubles violents. A Cordoba, à Rosario (2e ville d'Argentine) une grève générale à paralysé le pays du mardi 16 au jeudi 18 septembre. A Tucuman et Cipolletti des heurts violents se sont produits. Les manifestations étudiantes se succèdent dans toutes les villes universitaires. Si, en fin de semaine, un calme relatif semblait rétabli, une nouvelle grève générale est prévue pour les 25 et 26 septembre.

Près de Rosario, la carcasse d'un train incendié lors de la grève par les « roulants » argentins. (U.P.I.)

En effet, les problèmes qui furent à l'origine de l'explosion de colère de mai-juin 69 n'ont pas été réglés. Les salaires, bloqués depuis trois ans, n'ont subi aucune augmentation tandis que les prix continuent de monter. Et les prisons sont toujours bondées.

Dans cette situation explosive, il a suffi, à Rosario, du licenciement d'un délégué du personnel des Chemins de Fer (il s'était ouvertement prononcé pour la grève générale du 27 août) et de sanctions infligées à plusieurs syndicalistes pour que le feu prenne aux poudres et que le secteur ferroviaire reliant Buenos-Aires à Cordoba via Rosario soit totalement paralysé.

Pendant ce temps le mouvement partait à Cordoba (capitale de l'industrie automobile) d'un atelier de la Diesel-Fiat-Condor, qui, pour protester, là aussi, entre autres, contre des sanctions, occupait les locaux de la direction et prenait comme otages les cadres de l'usine.

Le mardi 16 la grève générale paralysait Rosario et Cordoba et au cours des manifestations de rues, des heurts violents se produisaient entre les ouvriers et les étudiants d'une part, et les forces de police d'autre part, faisant des morts et de nombreux blessés. Pendant ce temps l'agitation menaçait puis s'installait à Tucuman — où les travailleurs de l'industrie sucrière sont menacés par le chômage — et à Cipolletti où la population a protesté contre la décision du gouverneur de Rio Negro de suspendre de ses fonctions un maire qui avait osé protester contre ses prises de position.

Jusqu'à maintenant les mesures de répression prises par le gouvernement n'ont eu aucun effet. L'ordre de réquisition, signifié aux cheminots de Rosario a entraîné l'extension du mouvement. Le renforcement du dispositif militaro-policier (du haut de ses hélicoptères la police bombarde désormais les manifestants de bombes lacrymogènes), les morts par balle n'ont fait que souder un peu plus la volonté de lutte des manifestants. La loi martiale décrétée à Rosario, et le couvre-feu décidé à Cipolletti, n'ont pas empêché que la grève générale soit suivie jusqu'au bout et qu'un nouvel ordre de grève soit donné pour les 25 et 26 septembre.

La détermination et les actions d'envergure des travailleurs et des étudiants argentins ébranlent un peu plus le régime d'Ongania menacé par les mouvements sociaux et l'agitation dans l'armée.

Economiquement la marge de manœuvre est faible. Toute augmentation importante de salaire, tout blocage des prix se heurterait à la résistance patronale qui reproche déjà au gouvernement son incapacité et sa faiblesse.

Cependant, si la classe ouvrière de Rosario, Cordoba, Tucuman s'est montrée capable de déborder la direction bureaucratique de la commission des 21, on ne voit pas encore se manifester de direction révolutionnaire organisée.

Et la construction d'une telle direction reste la tâche la plus urgente posée dans cet affrontement entre la classe ouvrière et les étudiants d'une part, le pouvoir de l'autre.

GUERRE DU VIETNAM :

LES GI'S NE MARCHENT PLUS

APRES l'annonce du retrait de 35.000 hommes du Sud-Vietnam, Nixon vient de rendre publique la décision de reculer les appels du contingent prévus pour novembre et décembre de cette année. Les appelés du mois d'octobre auront un sursis jusqu'à fin décembre.

De telles mesures n'ont en soi rien de particulièrement étonnant — bien qu'on leur donne à chaque fois le maximum de publicité — et rentrent dans le cadre de la « désescalade », entamée voici un an et demi par l'ex-président Johnson. On devrait même plutôt dire qu'il est étonnant que ces rappels de troupes soient si rares et si parcimonieux, alors que les Etats-Unis ont officiellement annoncé leur volonté de se retirer voici plusieurs mois. Il restera encore à la fin de cette année quelque 484.000 soldats américains au Sud-Vietnam... soit à peu près autant qu'avant l'offensive du Têt début 1968.

Voilà une politique de dégagement qui avance au pas de tortue. Et cela l'opinion américaine en a pris peu à peu conscience. Depuis plus d'un an qu'on lui a expliqué que les Etats-Unis voulaient se retirer du Sud-Vietnam, que cette sale guerre allait bientôt finir, elle ne voit aucun changement se profiler à l'horizon. Les garçons continuent de partir, souvent ne reviennent jamais, et dans le pays même, les privations dues aux dépenses militaires se font plus dûrement ressentir... Et tout ça pour rien !

Les manifestations des jeunes, des étudiants surtout, pour la fin de la guerre au Vietnam et le rapatriement des troupes n'ont fait que se multiplier depuis l'annonce de la désescalade. Les « Vets » (vétérans ou anciens combattants) de retour au pays témoignent de ce qu'ils ont vécu au Vietnam et prennent souvent part à la tête des manifestations pour la paix.

Ces démonstrations, jadis le fait de quelques étudiants parmi les plus radicaux, gagnent des couches de plus en plus larges de la jeunesse américaine. Cet été, le 17 août, 8.000 manifestants venus des quatre coins de la Californie sont venus réclamer devant la demeure d'été du président Nixon à St-Clemente le retrait immédiat des troupes du Vietnam. Quelques jours après un accueil semblable lui était réservé à San Francisco devant son hôtel. L'automne s'annonce chaud du côté de Washington, où doit d'ailleurs se dérouler le 15 novembre prochain une grande marche pour la paix. C'est que l'exemple vient aussi maintenant des soldats eux-mêmes. Tout récemment des GI's ont refusé d'obéir aux ordres ; ils refusaient d'aller se faire tuer pour rien. Cet acte de rébellion a été porté à la connaissance de tous les américains. C'est comme une brèche ouverte pour les futurs appelés. Pour ceux qui viennent crier sous les fenêtres de Nixon « A bas la guerre » et « Retrait des troupes du Sud-Vietnam », pour ceux qui iront peut-être, en novembre prochain, à Washington manifester en faveur de la paix.

Et sans doute est-ce en pensant à eux que Nixon a décidé de reculer leur appel. Ce n'est certes pas de sa part un geste de clémence — en a-t-il pour les 500.000 autres GI's qui restent au Vietnam ?

Mais devant une opinion publique qui s'impatiente, qui ose donner raison au soldat qui refuse d'obéir, devant une jeunesse chaque jour plus ferme à réclamer le retour des troupes, le gouvernement de Washington craint d'envoyer maintenant au front un contingent porteur d'un virus fort dangereux pour le moral des troupes. Il a déjà actuellement suffisamment de difficultés à garder bonne contenance devant la population américaine et à faire maintenir la discipline dans l'armée, sans jeter en plus le feu aux poudres.

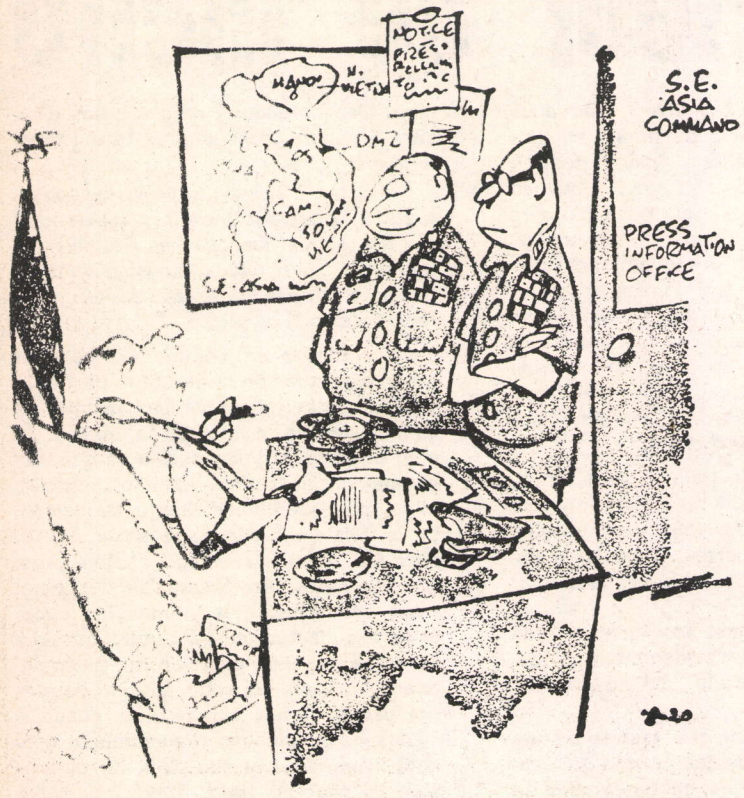
Aussi bien, puisque retrait des troupes il y a, la Maison Blanche préfère que ce soit les soldats déjà sur place qui poursuivent cette guerre qui n'en finit pas de mourir. Soit qu'il s'agisse des forces spéciales (Marines-Bérets Verts) qui subissent un entraînement particulier et dont le moral est « sûr », ou bien du contingent, qui n'a pas choisi, lui, de venir se perdre dans le bourbier vietnamien, mais qui n'a pas d'autre choix.

Pour ceux-là, quand ils sont arrivés au Vietnam, on leur a dit qu'ils défendaient une cause juste, et qu'ils allaient bientôt à la victoire. La plupart y ont cru. C'est seulement quelques mois plus tard que les GI's pouvaient y voir clair. Mais entre temps, l'armée, les combats incessants les avaient « brisés ».

Il est aujourd'hui impossible de tenir le même langage aux troupes fraichement débarquées. Elles sauraient dès le départ qu'on leur demande de se faire trouer la peau, sans même le but de défendre quelque chose, au contraire avec la conviction claire de faire des sacrifices inutiles.

Plutôt que de courir le risque d'autres mutineries au Vietnam, le gouvernement américain préfère poursuivre la guerre avec les seuls effectifs déjà sur place, quitte à faire appel à des troupes étrangères si besoin est. Et que l'Etat-Major se rassure : avec pas tout à fait 500.000 hommes, il peut encore s'offrir quelques bombardements et quelques massacres avant que le retrait des troupes (pour quand ?) ne lui retire son gagne-pain.

VIETNAM : Une discussion difficile



Nous avons reçu l'ordre d'appliquer la formule suivante, messieurs : Renvoyer les troupes chez elles sans pour autant les retirer (The Militant, 5 septembre)

La direction de la R.A.T.P. et les représentants syndicaux discutent : Bilan cinq minutes de plus par jour pour les travailleurs de la R.A.T.P. (U.P.I.)

A la R.A.T.P.

Comment ils ont fait grève

MARDI 17 septembre, au 7e jour de la grève des cheminots, la grève démarre sans crier gare dans les métros. Jusqu'au lendemain soir, mercredi, où la fin de la grève de la SNCF se précise, il n'y a aucune « consigne syndicale », aucun « mot d'ordre de la C.G.T. », ni des autres syndicats d'ailleurs. Comme ses délégués s'acharnent à l'expliquer à leurs camarades parfois impatients dans les dépôts : « S'ils le veulent, que les travailleurs rentrent dans l'action » ; le seul mot d'ordre c'est : « faites ce que vous voulez » !

Le mercredi soir, des réunions de dépôts sont organisées par la C.G.T. suivie des autres syndicats pour consulter « la base ». Les métros sont déjà en grande partie paralysées ; au bus, on se demande un peu ce qui se passe, quelques rares dépôts ont pris les devants comme à la Maltournée (banlieue Est, Vincennes).

Dès le jeudi matin la grève gagne les bus et d'autres lignes de métro ; les délégués C.G.T. apparaissent souvent comme les plus décidés. Mais il n'y a toujours pas d'organisation de la grève à l'échelon parisien, la situation est confuse, et les usagers ont le sentiment d'avoir affaire à des grèves surprises. Les agents de la R.A.T.P., eux, se demandent ce qu'ils doivent faire. On regrette de n'y être pas tous ensemble. L'initiative est donnée à chaque dépôt, où les délégués la laissent « à la base »... démocratiquement ! C'est l'organisation de la « spontanéité ». Les travailleurs attendent en vain des tracts prenant position, informant de ce qui se passe ailleurs (c'est tout de même les délégués syndicaux qui peuvent centraliser les informations de chaque dépôt). Mais chacun reste isolé dans son secteur en suivant le déroulement de SA grève à la radio et dans les journaux.

Les impressions sont diverses, parfois contradictoires. Certains parlent de « drôle de grève », tous sont assez contents qu'on « remette ça », la plupart attendent de la C.G.T. qu'elle organise le mouvement. Car, s'il existe beaucoup de travailleurs très combattifs (parfois non syndiqués), et quelques gauchistes, ils n'en sont pas encore, et de loin, à s'organiser, et à organiser leur grève, indépendamment des syndicats.

Voici quelques aperçus de la grève dans quelques dépôts de bus et de métro :

CHATELET - LILAS

C'est la ligne du métro à pneu où les conducteurs avaient déjà fait grève avant les vacances, car la direction, sous prétexte que le système de pilotage automatique était au point, avait supprimé un agent par rame. Le conducteur devait désormais faire le travail du chef de train plus le sien, et restait seul dans sa cabine.

C'est l'une des premières lignes à se mettre en grève, pour ses revendications particulières. C'est aussi l'une des premières à reprendre le travail, vendredi, apparemment sous l'influence des autonomes, parce que lors des négociations, il n'est pas question de leur problème particulier.

DEPOT DE BUS DU HAINAUT (19e)

Assemblée générale du personnel mercredi soir, où l'on parle de grève pour le lendemain. Jeudi matin, sans qu'il ait été besoin de fermer les grilles et de faire un piquet de grève dur, tout le monde fait grève à commencer par les non-syndiqués (dont beaucoup de jeunes). Sans se prononcer précisément, sans prendre d'initiatives particulières, les délégués sont dans le mouvement. L'unanimité spontanée a étonné et réjoui tout le monde au Hainaut, où l'on a l'habitude de voir s'affronter grévistes et non-grévistes au piquet de grève, sans parler de l'inévitable car de police... qui cette fois n'avait rien à faire, les portes étant ouvertes, mais la grève unanime !

AU DEPOT FLOREAL, DES LILAS

La grève commence par un faux départ. Mercredi matin, avant la réunion décidée par la C.G.T. le soir dans tous les dépôts, à 5 h du matin, les premiers arrivés se mettent en grève. Pendant une heure et demie, pratiquement aucun bus ne sort, la grève est partie de fait, sans mot d'ordre (il n'y aura d'ailleurs aucun mot d'ordre nulle part, pendant toute la grève). Vers 6 h 30, les délégués C.G.T. décident de réunir le personnel présent pour savoir si on fait grève ou pas. Quelques uns répliquent qu'il ne s'agit pas de décider puisque c'est déjà fait, que c'est une manière de désorganiser le mouvement, et qu'il sera temps de faire une réunion vers 9 h, quand tout le monde sera dans le coup. La réunion a tout de même lieu, et par la même occasion le piquet de grève, qui stationne dans la cour, dégagé. Sur les quelques 80 présents (sur un dépôt de 900, le reste n'est pas encore arrivé , une forte majorité se prononce pour la grève, mais... aucune mesure ne s'ensuit. Les nouveaux arrivants s'informent : « Il n'y a a pas de mot d'ordre ». « Chacun peut rentrer dans l'action s'il veut ! ». Des bus commencent à sortir et, de fil en aiguille, on ne fait plus grève, sauf les irréductibles qu'ont d'ailleurs ralliés les délégués, qui sans avoir pris position, sont donc quand même parmi les premiers grévistes, en tout bien tout honneur.

La grève ne repartira que le lendemain matin.

METRO, LIGNE 3 (LILAS-LEVALLOIS)

Tout a démarré très vite, spontanément, sans que personne ne se rappelle bien qui a pris l'initiative. Vendredi, on fait toujours grève. On vient de temps en temps aux nouvelles à Porte des Lilas, où l'on n'apprend rien sinon par la radio. On se sent prêt à continuer, mais déçu tout de même que ce soit la S.N.C.F., puis le métro, et après l'E.D.F., etc. En faisant bloc, ç'aurait été plus efficace.

CROIX NIVERT. BUS, 15e

Comme la plupart des bus, le personnel a débrayé jeudi matin, où il n'y avait que 30 % de non-grévistes. Une forte majorité a donc fait grève sur l'initiative de jeunes délégués C.G.T. très actifs. On attend le résultat des négociations dans les journaux. Les responsables et délégués F.O. et Autonomes ont repris le travail. Mais leurs syndiqués n'ont souvent pas suivi. Samedi matin, le dépôt a repris petit à petit. Il n'y a pas eu de grandes explications. On a bien organisé un vote le matin, mais il y avait 23 votants (sur un dépôt de 300 environ) : 11 pour la reprise, 11 pour continuer.

Les bus sont presque tous sortis. Une quinzaine d'agents seulement restait à faire grève. Le tract de la C.G.T. du matin n'était pas très explicite. On y était violemment contre les 5 minutes supplémentaires, mais on y envisageait de poursuivre l'action par « d'autres moyens ».

METRO PORTE DE SAINT-CLOUD

Atmosphère chaude samedi. 123 votants, 105 pour continuer, 13 contre, 5 nuls. Les applaudissements saluent la continuation de la grève.

Une chose est certaine, personne n'est satisfait des dernières propositions de la direction. On les trouve scandaleuses. Certains disent « qu'on va se faire rouler comme en mai ». La C.G.T., qui apparaît la plus combative localement, ne prend pas plus position à la fin de la grève qu'à son début. A croire que lorsque la C.G.T. se veut démocratique, ça lui tarit toute inspiration. A l'heure où nous écrivons, l'ensemble du personnel de la R.A.T.P. ne paraît pas prêt à reprendre le travail aux conditions proposées. Mais paradoxalement chacun se sent isolé face au gouvernement.

La journée d'un conducteur de métro

APRES un tout petit repos hebdomadaire je fais cette semaine le service 20, sur la 3, Lilas-Levallois. J'en suis au deuxième jour et déjà claqué. C'est un service astreignant : 7 h 59 de travail effectif avec à la clef 12 h 51 d'amplitude. C'est-à-dire : prise de la première partie du service à 7 h 05 qui dure jusqu'à 11 h 55, prise de la deuxième à 16 h 45 jusqu'à 19 h 56, ce qui fait entre les deux 4 h 51 de coupure.

Hier soir je suis arrivé à la maison à 20 h 30 passé. J'ai de la chance car j'habite dans le 20e, alors que des collègues sont obligés de se « farcir » deux heures de route pour rentrer chez eux en banlieue.

Autant dire qu'en arrivant je ne suis pas à prendre avec des pincettes : Guère envie d'entendre les mômes. La vie de famille quoi ! Je mange en vitesse, pas d'appétit et je me couche en espérant que le sommeil va venir vite. Mais ça ne vient pas... et puis, hop ! 5 h 30 du matin, faut remettre ça.

J'arrive au terminus à 7 heures. Je signe la feuille. Tous les copains ont comme moi une sale g... et ça ne discute pas beaucoup... Le chef de train passe au local des conducteurs, pour que nous allions dégarer le train : Salut, je suis claqué. Et on va encore attraper une suée... En effet, la suée, c'est pour aller préparer et dégarer la rame. Dans la voie de garage il fait une chaleur étouffante, certainement plus de 30°. Pas du tout d'air. Le ventilo n'est pas suffisant. Et cela, dure depuis longtemps. Comme la 3 est équipée d'un nouveau matériel dont les résistances dégagent énormément de chaleur, ce n'est pas fait pour climatiser l'atmosphère.

Les essais terminés, nous voilà au quai de départ en sueur tous les deux. Avec tous les courants d'air dans la figure. On prend l'heure, le chef de train sonne et on y va son train... C'est la mauvaise heure. Il faut foncer en respectant les vitesses, les signaux, sans prendre avance ni retard. Si le petit copain de devant est un peu violent, il faut s'accrocher car on a vite fait d'attraper la « tassée » (retard) : à Opéra ou Saint-Lazare par exemple. Aujourd'hui j'ai un vieux « Sprague » qui a plus de 30 ans. Ça marche encore mais ça chahute son monde. Sur ceux-là, il n'y a pas de mouchard qui équipe le nouveau matériel, et aux heures de « bourre » cela nous permet de tenir plus ou moins compte des « ralentissements ». Mais attention au freinage. Que ce soit sur le nouveau ou le vieux matériel, cela pose toujours des problèmes. Et dans la mesure où nous allons vite on prend toujours quelques risques avec les signaux et les arrêts aux stations. Il n'y a guère plus d'une minute trente entre les trains... et des signaux, il y en a au moins trois entre deux stations, et il n'est pas question bien entendu de leur « marcher sur les pieds » (ça coûte cher).

Quant au chef de train, il se débrouille. Le règlement dit qu'il faut attendre que le service voyageurs soit terminé pour fermer les portes. Mais le règlement, ou plutôt ceux qui le pondent, sont bien heureux que le chef de train se débrouille pour fermer ses portes le plus vite possible. Mais évidemment, si accident il y a, c'est lui qui en fait les frais.

En plus du travail que tout le monde peut voir, il y a aussi les avaries qui peuvent survenir sur le matériel. Sur le vieux, c'est assez fréquent et il faut se débrouiller toujours réglementairement bien entendu, il ne s'agit pas d'hésiter 5 minutes pour une porte qui fonctionne mal...

On arrive à Levallois, 34,45 secondes. Juste à l'heure. A Levallois (seulement aux heures d'affluence) une équipe nous tourne le train. Nous, nous faisons le tour vite fait par les escaliers et hop, on repart « à fond la caisse ».

Le matin, c'est comme ça pendant 3 tours. A la fin de la première partie, le chef de train lui ne va pas manger. Il va s'avaler un sandwich au bistrot du coin et attendre jusqu'à 16 h 45 pour recommencer. Il habite au-delà du Bourget, alors, pas question d'aller à la maison. Et le « rata » de la cantine ne lui dit rien. Moi, je suis avantagé, j'habite près. Mais le repas sera léger, l'air du tunnel n'est pas apéritif, et mêmes les publicités alléchantes qui font notre paysage ne nous incitent guère à la gastronomie.... 16 h 45, en selle pour la deuxième partie. Il fait encore plus chaud à « Lilas ». Le cinéma recommence pendant 2 heures... Le soir, à la fin du service le chef de train, crevé, vient me dire que s'il n'avait ni femme ni enfant, il irait s'installer dans les Pyrénées. »

Quelques aspects des conditions de travail à la R.A.T.P.

EN suivant de près la grève des roulants de la S.N.C.F., les agents du métro et des bus ont montré qu'ils étaient étroitement concernés. Ce n'est pas étonnant, car leurs conditions de travail sont semblables par bien des côtés.

Si la R.A.T.P., qui est censée être un service public, satisfait médiocrement « le public », elle ne se gêne pas pour mettre les travailleurs qu'elle emploie au service de ses économies.

LES SERVICES A AMPLITUDE

Les transports parisiens connaissent deux moments d'affluence, le matin et le soir, qui exigent un personnel plus nombreux. Les heures creuses intermédiaires, en demandent moins. Par mesure d'économie, on fait donc le plus souvent possible, travailler l'agent le matin et le soir, avec une coupure au milieu de la journée. Il a plusieurs heures à tuer qu'il passe en général dans les locaux peu attrayants de la R.A.T.P., ou au bistrot d'à côté, à moins qu'il n'habite à deux pas, ce qui est loin d'être général. Sur les lignes de banlieue « l'amplitude » ne peut excéder 11 h sans compensation. Elle peut toutefois atteindre 13 h 30 (pendant lesquelles le receveur ou machiniste se trouve malgré lui à la disposition de la R.A.T.P.). Les deux heures et demie supplémentaires peuvent soit être compensées en argent, soit en temps de repos supplémentaire pour une autre fois (« temps compensateur »). La Régie a, bien sûr, intérêt à pousser le personnel à se faire payer un peu plus, ce qui lui évite l'embauche.

La grève actuelle n'est pas centrée sur ce problème. Toutefois, au début des négociations, la C.G.T. avait demandé « l'aménagement des tableaux de marches (des T.M.) », c'est-à-dire des horaires donnant plus de services directs (en une seule fois). C'est une revendication vieille comme les bus et le métro. Mais il faut reconnaître que les syndicats la transforment en une cuisine inefficace : ils se complaisent à PROPOSER à la direction des dépôt locaux, des T.M. améliorés ; ils les confrontent avec ceux de la direction, qui choisit, accepte ou pas, des changements mineurs. En général, quand la ligne de Paul est améliorée, c'est la ligne de Jacques qui a empiré. Il est certain que la seule manière de résoudre le problème est de revendiquer la suppression TOTALE des services à amplitude, ce qui évidemment obligerait la direction à embaucher le personnel nécessaire.

LA MISE EN DISPONIBILITE

Il y a deux catégories dans le personnel roulant : ceux qui sont en « roulement », c'est-à-dire qui connaissent leurs horaires d'une semaine à l'autre à l'avance, et qui sont en général affectés à une ligne particulière, et les « disponibles » : comme son nom l'indique, cette partie du personnel est à la lettre, disponible pour les besoins de la Régie, à toute heure, et chaque jour de la semaine. Ce sont les bouche-trous, les volants. Bien sûr, s'il y avait suffisamment de personnel et des horaires réduits, le problème des remplacements (ou de tout autre ajustement) se ferait sans dommage pour ces travailleurs. En attendant, ils ne savent pas la veille ce qu'ils feront le lendemain, et parfois le matin ce qu'ils feront le soir. Ils peuvent commencer leur journée et la finir à n'importe quelle heure. L'affectation sur des « roulements » se fait à l'ancienneté, à l'échelon, etc... Les plus récents dans la maison doivent accepter ce qu'on leur laisse. Ainsi, un machiniste qui a 6 ans d'ancienneté (c'est relativement peu), a calculé qu'il était « disponible », c'est-à-dire qu'il ne savait pas ce qu'il faisait d'un jour à l'autre, en moyenne pendant six mois de l'année ! On imagine les joies familiales et privées de ce travailleur là.

Maintenant, qu'on soit sur un roulement ou « disponible », l'horaire n'en change pas moins d'une semaine sur l'autre, et les travailleurs veulent depuis longtemps bénéficier d'un repos hebdomadaire correct et régulier. C'est l'objet de la principale revendication de la dernière grève : le fameux 6 x 2.

LA PETITE HISTOIRE DU 6 x 2

Elle remonte à mai 1968. A la R.A.T.P., on avait fait la grève en partie pour cela, et après un mois de grève, on avait obtenu... des promesses sur lesquelles on était rentré. Une série « d'étapes » vers les deux jours consécutifs étaient prévue. D'étape en étape, l'obtention de ces jours s'éloignait. Il y eut des quiproquos sur ces fameuses étapes, les communiqués de la direction s'arangeant pour laisser entendre qu'ils étaient plus avantageux qu'ils ne l'étaient en réalité. En fait, il fallait vraiment de la bonne volonté pour s'y reconnaître, et la Régie embrouillait (et embrouille toujours) à plaisir.

De plus, la direction essaya de ruser par tous les moyens dans l'application des quelques repos supplémentaires obtenus en mai. Les agents s'aperçurent que, comme par hasard, leurs repos supplémentaires étaient attribués sur les services directs et courts (les plus avantageux). Ainsi, lorsqu'ils avaient un repos sur un service de 5 h 30 (travail effectif et amplitude), la moyenne horaire d'hiver étant de 6 h 30 par jour, la direction gagnait purement et simplement une heure ! On imagine le résultat quand le procédé se généralise. Evidemment, la R.A.T.P. était bien décidée à reprendre d'une main les miettes qu'elle avait cédées, en mai, de l'autre.

Ainsi, mai 1968 avait donné quelques jours en plus, mais des roulements plus désavantageux, des temps de parcours de bus diminués (ce qui correspond à une augmentation de la cadence du travail) sans compter des escroqueries pures et simples dans l'attribution des repos.

On comprend qu'à la R.A.T.P., les travailleurs soient sensibilisés sur cette histoire de repos. Ils veulent en finir une fois pour toutes. Ce que chacun veut, c'est 6 jours de travail plus 2 jours de repos, mais tout de suite, sans discuter sur des étapes problématiques.

Or, la direction propose aujourd'hui des étapes qui amèneront les 6 x 2 pour 1972, dans 2 ans ! ! Juste le temps pour la Régie de récupérer ce qu'elle a cédé, en réduisant le personnel (250 emplois environ doivent être supprimés par an, par l'extension des bus à un seul agent et la conduite automatique dans le métro) et en aggravant les conditions de travail journalières.

Les syndicats demandent un « calendrier » des étapes. Un calendrier quel qu'il soit suppose qu'on laisse des délais à la direction, et c'est justement ces délais qui lui permettent de tergiverser. Accepter un calendrier revient donc à accepter que la direction cède sur un point en rognant sur autre chose. La Régie a même poussé le cynisme jusqu'à demander de compenser ces avantages (qui n'aboutiront réellement que dans 2 ans) par une augmentation de 5 minutes de travail par jour. Ce qui reviendra en fait à établir des roulements encore plus défavorables, de une heure plus long au moins certains jours, car on ne peut pas prendre son métro ou son bus à concurrence de 5 minutes et le laisser en plan trois stations plus loin ! Cette dernière mesure paraît inadmissible aux grévistes qui voient encore leur grève aboutir à un compromis qui n'arrangera guère leurs conditions de travail et risque de les empirer par certains côtés.

Les syndicats, eux aussi, crient à la provocation de la part de la R.A.T.P. Mais voilà comment dans un tract distribué par la C.G.T., samedi matin sur tout le réseau, cette centrale qui s'est acquis une réputation de combativité dans cette grève, indique aux travailleurs les moyens d'obtenir véritablement satisfaction :

...« Consciente de ses responsabilités, la C.G.T. indique aux travailleurs qu'il convient de garder à l'esprit que l'exigence la plus grande est de maintenir l'Unité de tout le personnel de la R.A.T.P., dans tous les Services, afin que puisse, sous les formes diverses (souligné par nous), se poursuivre l'action ».

L'unité dont il est question est l'unité avec F.O. et les autonomes qui ont lâché la grève en cours de route !

Ce n'est pas encore cette fois que les travailleurs de la R.A.T.P. auront gain de cause, même s'ils ont donné une saine peur au gouvernement.

Sans préavis

DEPUIS mai 68, la loi du 31 juillet 1963 instituant un préavis de grève de cinq jours dans les services publics, n'est plus qu'un chiffon de papier.

Les roulants et les agents de la R.A.T.P. viennent encore d'en faire la démonstration, tandis que le gouvernement n'avait d'autre ressource que de verser quelques larmes de crocodile sur le sort des usagers, tout en « affirmant fermement la nécessité de la continuité du service public ».

Une fois de plus, il apparaît clairement que le pouvoir, quel que soit son arsenal de mesures anti-grèves, est désarmé face à la détermination des travailleurs.

En 1963, en opposant la grève à la réquisition, les mineurs réduisirent à néant ce qui était jusqu'alors l'arme anti-grève la plus redoutable.

Dès lors, le gouvernement allait chercher à améliorer sa panoplie. Et trois mois plus tard, l'Assemblée nationale votait la loi sur le préavis dans l'indifférence générale, profitant du mécontentement suscité par les multiples grèves tournantes et arrêts surprises dans les transports parisiens.

Cette loi proclamait d'ailleurs illégale, non seulement la grève sans préavis, mais aussi la grève déclenchée sans l'accord des syndicats, puisque c'est par eux que le préavis doit être déposé.

Mais comme la réquisition, la loi sur le préavis ne peut être appliquée que lorsque l'Etat-patron a affaire à des mouvements très localisés, touchant peu de travailleurs.

En fait, seul compte le rapport de forces ; et il ne dépend que des travailleurs, et d'eux seuls, que le préavis demeure à jamais lettre-morte.

A la gare Saint-Lazare (Paris) les roulants votent après l'annonce du « constat » établi entre la direction et les syndicats.

S.N.C.F.

LA REPRISE AU DÉPOT « PLAINE »

DE nombreuses revendications des roulants comme la diminution du temps de travail réel ont été « oubliées » dans le constat que les syndicats avaient signé avec la Direction.

Ce constat ne signifiait pas la reprise du travail. Il s'agissait encore de le faire accepter par les travailleurs, et là résidait la difficulté. Voilà comment les choses se sont passées au DEPOT PLAINE, dépôt de 300 personnes environ dans la banlieue Nord de Paris.

Dans ce dépôt, la grève a été très largement suivie. Seuls, une dizaine d'agents aidaient les cadres à faire circuler les trains. Dans les revendications locales, discutées entre grévistes et qui apparaissent dans les tracts C.G.T. on trouve en plus des questions d'amplitude et de coupure deux revendications importantes :

— Le retour immédiat aux 40 heures ;

— Une modification du règlement concernant les agents de manœuvre. Ces agents qui constituent 1/3 des effectifs du dépôt avaient eux aussi leurs revendications, en particulier concernant des repos supplémentaires.

Le lendemain de la signature du constat, les délégués syndicaux se sont présentés au dépôt. A aucun moment, l'un d'eux n'a parlé de reprise du travail. Mais on entendait sans cesse parler du bienfait du constat, « œuvre positive ». Il était dit aussi que les camarades d'Avignon, à l'origine du mouvement, portaient aussi une opinion favorable sur le dit constat (ce qui est maintenant notoirement faux), et que par conséquent il y avait tout lieu de s'estimer satisfait.

Les discussions allaient bon train. Mais ceux qui avaient le malheur de critiquer le constat étaient aussitôt traités de « provocateurs », « diviseurs », à croire qu'ils n'avaient pas fait la grève comme les autres.

Un camarade demanda alors si cet auto-satisfecit signifiait que les directions syndicales demandaient la reprise du travail. Il n'en était « bien sûr, pas question »... Mais, tout de même ce constat avait du bon.

On oubliait tout simplement les 40 h et aussi les mécaniciens de manœuvre qui avient fait grève comme tout le monde, et qui étaient bel et bien oubliés dans le constat : ils n'ont rien obtenu.

Quand le vote eut lieu, non sur l'approbation du texte comme le demandaient les délégués ce qui ne voulait rien dire, mais sur la reprise ou non comme certains le demandaient, sur la centaine de présents au dépôt, 30 se prononcèrent contre et le reste pour.

Le travail reprenait dès mercredi 11 h, alors que dans d'autres dépôts du même secteur comme les Joncherolles ou Bobigny (où la, l'unanimité s'était prononcée contre la reprise lors d'un premier vote), ce fut seulement le lendemain 6 h ; les dirigeants syndicaux avaient sans doute peur que certains reviennent sur leur décision !

Seguy gauchiste ?

LE discours prononcé le 13 septembre à la Mutualité, devant une assemblée de militants, par le secrétaire général de la CGT, a fait l'objet, la semaine dernière, de bien des commentaires, et a même amené le Président de la République à affirmer, dans un communiqué : « A toutes fins utiles, je préviens chacun de la ferme détermination... du chef de l'Etat de faire en sorte qu'en toutes circonstances la loi soit respectée et l'ordre républicain maintenu. »

Séguy se demande peut-être, depuis, ce qui lui vaut « et cet excès d'honneur et cette indignité » car à vrai dire le discours qu'on a qualifié de « déclaration de guerre au gouvernement » ne différait pas sensiblement de sa prose habituelle. C'est tout juste si « le Monde », dans le numéro qui suivit ce discours historique, notait, par la plume de Pierre Viansson-Ponté, un ton « plus neuf », « pressant et assuré », mais « usant de formules qui ne sont pas nouvelles ».

Mais déjà, le journaliste Jean Ferniot, sur les ondes de R.T.L., comme dans les colonnes de « France-Soir », avait donné le ton, accusant Séguy de « souffler le vent de la révolte ». Et derrière lui, nombre de députés U.D.R. allaient crier à la « subversion », tandis que Tixier-Vignancour sautait sur l'occasion pour réclamer l'interdiction de la C.G.T. Enfin, les mâles paroles de Pompidou donnaient à penser que même dans les plus hautes sphères de l'Etat, on s'était inquiété de ce discours.

Voilà donc Georges Séguy sacré « gauchiste » par toute une partie de la presse et par le gouvernement, et presque considéré comme le Cohn-Bendit de la rentrée. Cela ne manque évidemment pas de sel.

Si la C.G.T. n'est pas devenue gauchiste, elle est justement inquiète de l'existence dans le pays d'un mouvement gauchiste non négligeable, peu implanté il est vrai dans la classe ouvrière, mais dont les idées reflètent les véritables intérêts des travailleurs, et les aspirations d'une partie d'entre eux au moins.

Cette vigilance de la C.G.T. sur sa gauche est particulièrement visible depuis le printemps 1968, parce que ses dirigeants ne veulent à aucun prix revivre dans la classe ouvrière la pénible expérience que fut mai 1968 au quartier latin pour le Parti Communiste Français. En effet, on avait vu alors le P.C.F. être vomi en quelques jours par l'immense majorité des étudiants parce qu'il avait été hostile à leur mouvement dans ses débuts, et être incapable de remonter ce handicap.

Pour le P.C.F. d'abord, et la C.G.T. par voie de conséquence, la situation est actuellement d'autant plus délicate que depuis les dernières élections présidentielles il n'y a plus aucune perspective politique à offrir aux militants. La F.G.D.S. a éclaté, la « gauche non-communiste » s'est effondrée sur le plan électoral, le Parti Communiste Français est isolé et Pompidou paraît en place pour sept ans. Il n'est plus possible d'expliquer aujourd'hui aux militants que ce n'est pas le bon moment pour déclencher des luttes revendicatives, sous le prétexte que cela risquerait de saboter des perspectives politiques, ou les prochaines élections.

Or les militants du Parti Communiste Français ne sont pas, loin de là, des traîtres à la classe ouvrière. S'ils trompent souvent les travailleurs, c'est parce qu'ils sont souvent trompés eux-mêmes. La C.G.T. ne peut pas dedander à ses militants de s'opposer au développement des luttes revendicatrices sans leur fournir de « bonnes » raisons et dans les circonstances actuelles, elle n'a aucune bonne raison à leur fournir.

C'est pourquoi la C.G.T., sans que ses dirigeants puissent le moins du monde, évidemment, être suspectés de gauchisme, a été obligée d'adopter une attitude nettement plus « gauche » que celle qui était la sienne avant mai. Cela était facilement prévisible dès la période des élections présidentielles, comme nous l'avions alors écrit dans ces colonnes, et les mouvements de la rentrée ont depuis trois semaines largement illustré ce fait.

Pour ne pas risquer d'être débordée, non seulement par les travailleurs, mais par ses propres militants, la C.G.T. a fui en avant, n'hésitant pas à déclencher des mouvements dès qu'une certaine agitation se faisait jour.

Cette tactique a bien sûr ses limites. Il n'est nullement dans les intentions des dirigeants de la C.G.T. de faire la révolution pour faire plaisir à leur base, ni même de mettre sérieusement la bourgeoisie en difficulté. Tout en n'hésitant pas à prendre l'initiative de mouvements de grève, ils s'emploient, avec un art consommé à en réduire la portée, à éviter la généralisation, et à permettre au gouvernement et à la bourgeoisie de s'en tirer aux moindres frais.

Mais celle-ci n'est pas satisfaite pour autant. Elle préfèrerait ne pas avoir affaire du tout à des mouvements revendicatifs, et comme au lendemain de mai-juin 1968, elle reproche à la C.G.T. d'être trop sensible aux pressions de sa base, de ne pas être capable de sacrifier ses intérêts de boutique aux « intérêts nationaux bien compris ».

Et c'est là le sens qu'il faut donner à la campagne de presse déclenchée contre le discours de Séguy. Pompidou ne croit évidemment pas à la « subversion » organisée par la C.G.T., pas plus que Jean Ferniot n'a réellement redécouvert que la C.G.T. se proposait la destruction de la société capitaliste. Mais la bourgeoisie, par la bouche de ses hommes politiques et de ses journalistes a fait comprendre à la C.G.T. qu'elle n'était nullement satisfaite du déroulement des événements.

Comme la pression de la bourgeoisie est une pression à laquelle les dirigeants de la C.G.T. sont encore plus sensibles qu'à celle émanant de leur base, ils se sont empressés de faire machine arrière, du moins verbalement, et d'assurer qu'on les avait mal compris. Séguy et Krasucki, la presse du P.C.F., unanimes, ont affirmé et réaffirmé que l'on avait mal interprété les paroles de Séguy, ils ont, en fait, effectué le désaveu que la bourgeoisie leur demandait de faire.

Mais, dans les faits, la situation reste toujours aussi difficile pour eux, et des « malentendus » de cette sorte ne manqueront sans doute pas de se reproduire, car la situation politique et sociale a des exigences que les dirigeants de la C.G.T. ne peuvent méconnaître, même pour faire plaisir à la bourgeoisie, sans risquer de mettre en danger la cohésion et peut-être, l'existence de leur centrale syndicale.

Pauvre Séguy, il risque de demeurer encore longtemps un incompris !

Les maquignons de Bruxelles

Il y a trop de lait et de beurre en Europe estiment les ministres de la C.E.E. (Communauté économique européenne) réunis à Bruxelles. Il y a trop de stocks de beurre et comme il n'est pas question de baisser les prix et d'en faire profiter les consommateurs qui doivent se contenter de margarine, alors on parle d' « assainir le marché des produits animaux ».

Pour cela, le moyen est simple, c'est la vache laitière qu'il faut abattre et plutôt celle du petit propriétaire. Il faut bien faire la distinction :

Pour les petits troupeaux, il sera attribué une prime d'abattage de 200 dollars (1.100 F) par tête, mais pour cela c'est la totalité du troupeau qu'il faudra abattre sans que le remboursement puisse excéder le montant de dix primes (2.000 dollars). Il est prévu ainsi d'envoyer 250.000 vaches laitières à l'abattoir.

Pour les grands troupeaux, c'est d'une prime de conversion qu'il s'agit. La prime est toujours de 200 dollars, mais les conditions pour la toucher sont différentes. Il s'agit seulement, pour les gros éleveurs, de s'engager à ne plus livrer de lait, de conserver leur cheptel et de consacrer leur exploitation à la production de viande. L'opération doit concerner 240.000 têtes.

Réussite sur toute la ligne : on liquide les petits troupeaux, on subventionne les grands, les prix du lait et du beurre sont maintenus, l'usage courant de la margarine aussi...

Quand le gouvernement entend réorganiser l'agriculture sur le dos du petit paysan

CHACUN sait que l'agriculture française souffre de surproduction chronique, depuis des années, ainsi que d'un certain retard dans la modernisation, par rapport aux autres grandes puissances. Une commission d'experts dirigée par l'ex-doyen de la faculté de Droit de Paris, M. Georges VEDEL, vient de déposer un rapport à ce sujet, qui risque fort d'inspirer le gouvernement dans l'avenir.

La « commission Vedel » n'y va pas de main morte : elle préconise l'abandon pur et simple du tiers des terres cultivables (environ 11 à 12 millions d'hectares) d'ici 1985. Cela permettrait de limiter la surproduction tout en conservant les meilleures terres. D'autre part une modification de la politique de soutien des marchés de l'Etat rendrait possible l'élimination plus facile des petits producteurs, cependant que les aides économiques de l'Etat « ne devront plus être accordées qu'à une petite minorité de ceux qui estiment avoir vocation à devenir compétitifs ». Ainsi l'exode rural irait donc en s'accroissant, et le « rapport Vedel » recommande la création de 105.000 à 135.000 emplois nouveaux par an dans l'industrie pour reclasser les agriculteurs (au lieu des 65.000 environ actuellement). Les experts, pensant à tout, insistent sur l'enseignement général commun à tous les enfants (des villes et des campagnes) plutôt que sur l'enseignement agricole évidemment inutile à de futurs travailleurs (ou chômeurs) urbains.

Il est très probable que ce rapport servira de base à la politique agricole du gouvernement : mis en route sous Edgar Faure, alors ministre de l'Agriculture, il fut complété à la demande de son successeur Robert BOULIN, et l'actuel ministre DUHAMEL, vient de déclarer : « ce document va devenir mon livre de chevet ».

Mais les procédés préconisés par la commission Vedel représentent une grave menace pour plusieurs centaines de milliers de travailleurs. En effet la situation des petits paysans, les plus pauvres, va encore empirer, jusqu'au moment de leur départ final des campagnes. Alors, malgré toutes les promesses qu'on peut leur faire, ils se retrouvent à la ville dépourvus de métier et de logement. Ils iront pour la plupart grossir les rangs des ouvriers les moins qualifiés, des manœuvres, et, bien souvent des chômeurs. Car il ne suffit pas de recommander la création de plus de cent mille nouveaux emplois industriels par an pour les obtenir, particulièrement en ces temps d'austérité. Les seuls gagnants dans l'affaire seraient l'Etat, enfin délivré de la masse remuante des petits exploitants agricoles, et les capitalistes, assurés pour longtemps encore de trouver de la main-d'œuvre à bon marché. C'est là une conception étriquée et inhumaine de nécessaire modernisation de l'agriculture.

D'autre part, si toute la planète était capable de nourrir correctement ses habitants, il n'y aurait aucun inconvénient à cesser de cultiver les moins bonnes terres dans un but de rentabilité. Mais ce n'est pas le cas, et la diminution d'un tiers des surfaces cultivées en France, si elle a lieu, constitue un véritable crime — un de plus — à l'égard des deux milliards d'être humains qui souffrent de la faim.

Mais comme le dit si bien le « rapport Vedel » ce qui importe c'est : « l'adaptation des capacités de production à la demande du marché ». L'humanité peut bien mourrir de faim du moment que les marchandises se vendent et que les profits rentrent...

La conférence de presse de Pompidou :

Un homme de Rothschild s'en prend aux ménagères

JAMAIS plan de cet ordre n'a été conçu dans un esprit plus social ». Voilà ce que vient de déclarer froidement, sans rire, le Président de la République à la conférence de presse. Le plan en question est cependant celui qui consiste à réduire brutalement la consommation des travailleurs, à limiter tout aussi brutalement les dépenses sociales, à construire moins d'hôpitaux, de routes, d'écoles. Et cela, pour rétablir une balance de paiement déséquilibrée par les importations excessives des fabricants, par la spéculation de ceux qui ont de quoi spéculer, c'est-à-dire les riches.

Décidément, Pompidou ne s'embarrasse pas de l'ombre de la moindre décence.

« Il faut que chacun accepte de dominer son intérêt personnel immédiat », ose-t-il exhorter. Exhorter qui ? Certes, pas ceux qui, à la recherche de profit personnel immédiat ou non — profit qui, par ailleurs, a eu droit à un panégyrique du Président — mettent périodiquement l'économie au bord de la faillite. Non, ceux-là, il faut tout au plus qu'ils acceptent d'exporter plus, de produire plus, qu'ils « acceptent » en somme de réaliser plus de profit.

Non, ceux, ou plus exactement celles, que le Président tenait à mettre devant leur responsabilité à l'égard du franc, sont les... ménagères ! Car, voyez-vous, tout dépend d'elles. Si, escomptant une augmentation de leur ouvrier de mari, elles achètent à crédit une machine à laver, alors, c'est la catastrophe, l'inflation, l'appauvrissement général. Par contre, si elles sont sages, si elles n'achètent qu'une fois l'argent rentré, si elles épargnent, alors, le franc est sauvé.

Vraiment, Pompidou prend ouvertement, cyniquement, les travailleurs pour des imbéciles. Il faut cependant lui rendre justice au moins sur un plan : il ne s'est même pas donné la peine de faire miroiter de vaines promesses pour l'avenir. Certes, il a proféré — rituel oblige — quelques phrases creuses sur « la société nouvelle » qui, décidément, entre dans le vocabulaire gaulliste nouvelle manière. Mais il a pris soin de souligner qu'il ne faut pas que les travailleurs escomptent, pour le futur, ni la réduction de leurs horaires, ni l'abaissement de l'âge de la retraite. Et quant aux salaires, et bien, la position officielle avait été donnée d'avance avec le plan d'austérité.

Il y aura encore, sans doute, des commentateurs pour vanter, comme après sa première conférence de presse, le « style nouveau », direct, jovial du Président. Mais du fatras de phrases vides ou franchement cyniques de Pompidou, les travailleurs ne retiendront qu'une chose : l'appel à leur bon sens.

Et leur bon sens montre, à l'évidence, que les travailleurs ne peuvent rien attendre de bon de Pompidou et de ses ministres et que pour construire une « société nouvelle » qui soit une société humaine, il ne faut guère compter sur eux, au contraire.

Le discours de Chaban :

Qu'en termes galants ces choses-là sont dites

NOUS l'avons notre petit Kennedy. Nous l'avons et et nous ne nous en doutions pas. Il est premier ministre. Il s'appelle Chaban-Delmas. Il vient de nous promettre une société nouvelle « généreuse et libérée » dans un discours qui fera date.

Porté par les circonstances et les responsabilités « le petit marquis » désinvolte se serait soudainement mué en homme politique d'envergure.

C'est du moins ce que la presse bourgeoise s'est empressée de nous dire, sitôt revenue de sa surprise. Et çà et là on a comparé la déclaration gouvernementale au fameux « message sur l'état de l'UNION » par lequel le président des U.S.A. « analyse la situation de son pays et en fonction de celle-ci énonce les principes de sa philosophie politique » (France Soir et Jean Ferniot dixit).

Autrement dit, tout le monde s'est étonné de ne pas trouver dans ce discours le vide habituel et les platitudes d'usage. Voilà qui fait honneur aux traditions parlementaires françaises.

Il faut dire que le Premier ministre sollicitait la confiance du Parlement et que la surprise ne pouvait pas venir du vote. Depuis bien longtemps l'Assemblée Nationale n'a rien à refuser au gouvernement et depuis juin 68, elle est devenue, en quelque sorte, son épouse légitime, fidèle et obstinément consentante.

Il s'agissait donc d'un exercice de pure forme et qui ne pouvait retenir l'attention qu'en raison des circonstances.

Mais elles étaient de taille les circonstances. N'est-ce pas pendant les vacances des salariés mais aussi des parlementaires que le gouvernement avait décrété la dévaluation et mis au point son plan de redressement ? Et, conséquence directe, la rentrée parlementaire et sociale n'était-elle pas marquée par une série de grèves ? Quelle serait la réplique du gouvernement ? Quelle serait sa politique ? On attendait des actes. On eut des discours.

Tandis que des milliers, sinon des millions de parisiens et banlieusards petits et grands usaient leurs semelles dans les rues encombrées de la capitale, faisaient de l'autostop, ou s'entassaient à quatre ou cinq dans des taxis immobilisés par les embouteillages ; tandis qu'un peu partout dans les ateliers et les bureaux, les salariés s'interrogeaient sur la grève qu'il faudrait bien faire, le gouvernement ignorant ces menus incidents, brossait le tableau idyllique de la société de demain.

Oh ! Il n'a pas parlé de socialisme, ou de société intermédiaire comme le général de Gaulle, mais la prospérité y était promise ainsi que la justice sociale.

Mais dans le catalogue des promesses échelonnées qui devaient peu à peu nous conduire à cette « société nouvelle », il n'y avait que de bonnes vieilles ficelles politiques : un peu de démagogie sociale pour la galerie et beaucoup, beaucoup d'assurances pour le capital.

La démagogie sociale c'était avant tout la modification du salaire unique qui deviendrait dégressif en fonction des revenus, et bien entendu, les promesses de la mensualisation de tous les salariés, dada électoral de Pompidou.

Les assurances pour le capital, c'était sous le couvert d'une marche allègre à la prospérité, une redistribution des subventions étatiques afin d'encourager ceux qui le méritent et seulement ceux-là. Un institut de développement industriel qui fonctionnerait comme une banque, est prévu à cet effet afin d'associer capitaux privés et capitaux publics pour financer l'essor industriel. Dans le domaine agricole comme dans le domaine commercial, l'orientation est la même.

Bref, on le voit, il n'y a rien de bien neuf dans ce morceau d'éloquence qu'on nous a présenté comme une déclaration de philosophie politique.

Chaban Delmas a bien entendu obtenu la confiance du Parlement.

Il n'est pas plus avancé pour ça.

Son discours n'a pas empêché la grève de la R.A.T.P., il n'a pas empêché non plus l'annonce de celles du Gaz, de l'Electricité et des postiers.

La machine parlementaire tourne à vide et pour la satisfaction exclusive des députés assoupis.

La machine gouvernementale, elle, a été grippée dès la rentrée. Qu'on le veuille ou non, toute grève aujourd'hui, même catégorielle, même corporative, devient, du fait de la situation, immédiatement une grève politique. Point n'est besoin pour cela d'accuser Séguy de subversion. Le gouvernement ne risque pas son existence à la Chambre, il la risque dans les usines et dans la rue. Et c'est de là qu'est venue la première réponse de la classe ouvrière française au plan anti-ouvrier du gouvernement, montrant ainsi que jamais le décalage entre la réalité sociale et le petit monde artificiel du Parlement n'a été aussi grand.

A bas le plan d'austérité réactionnaire de Pompidou et de Chaban-Delmas !

meeting public

vendredi 26 septembre

grande salle de la mutualité 20 h 30

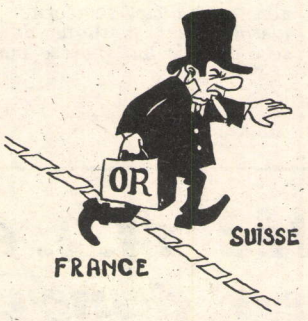
organisé par lutte ouvrière

participation aux frais : 2 f.

Le discours de Chaban l'enchanteur à l'Assemblée Nationale

Nous vivons dans une société bloquée.

L'éclosion des talents est souvent plus précoce aujourd'hui qu'il y a un siècle.



Comment chacun de nous n'aurait-il pas sur tel ou tel point, un réflexe de conservation ? Réflexe d'autant plus justifié que nous avons, en effet, bien des choses excellentes à conserver. Car nous sommes un vieux peuple, et nous avons beaucoup accumulé.

Des préjugés aussi : par exemple : dans une certaine fraction de la population non ouvrière à l'encontre des métiers techniques ou manuels.

DISCUSSION " ROUGE "

Nous publions, ci-dessous, pour la commodité de la discussion, l'article publié par « Rouge », n° 30, du 15 septembre 1969.

la révolution permanente dogme ou réalité ?

UN numéro spécial de « Lutte Ouvrière » est paru avant les vacances. Il n'est pas de notre intention, dans les colonnes de « Rouge » de polémiquer avec la dernière énergie contre tous les journaux d'extrême gauche ; nous pensons même que les révolutionnaires ont bien mieux à faire que cela, vu les tâches qui les attendent dès maintenant. Mais ce numéro offre une occasion sans précédent tant il constitue une caricature des thèmes pourtant bien connus de ces camarades.

En particulier y figurent trois photos qui résument, avec une légende, la conception de « Lutte Ouvrière ». Mao Tsé toung, Ho Chi Minh et Castro, symboles de la « petite bourgeoisie radicalisée » sont proposés à la réflexion désabusée des lecteurs.

Sans entamer le débat comme des professeurs rouges dans une Académie Marxiste-Léniniste, l'ampleur des divergences qui se trouvent derrière ces absurdités politiques est suffisamment importante pour qu'on en élucide le fond.

LA « VOIE NON CAPITALISTE » EST REHABILITEE

Expliquer — comme le faisait aussi un autre numéro de « Lutte Ouvrière » — que Che Guevara est un symbole typique (!) (1) *de la petite bourgeoisie, c'est dire deux choses :*

D'abord que la petite bourgeoisie, en tant que classe, peut conquérir le pouvoir pour elle-même dans un pays sous-développé et établir un régime qui serve d'abord ses intérêts de bourgeoisie nationale.

Ensuite que ces régimes peuvent s'opposer résolument à l'impérialisme (2), en n'étant ni des Etats ouvriers, ni des Etats inféodés à l'impérialisme.

Finalement cette « petite bourgeoisie radicalisée » décrite par L.O. n'est rien d'autre que la « voie non capitaliste » décrite par les staliniens pour justifier leur politique de collaboration. L.O. s'en sert pour le but inverse mais le fond est le même : la Chine, le Vietnam et Cuba sont pour Lutte Ouvrière des « Etats bourgeois anti-impérialistes ».

Ainsi L.O. est non seulement en contradiction formelle avec ce qu'ont pu écrire les classiques du marxisme sur l'impérialisme et la révolution permanente, mais encore avec le stade de maturation politique où est parvenu l'Etat ouvrier cubain lorsqu'il proposait ses thèses à la conférence de l'OLAS.

LA CRISE DU STALINISME EST ESCAMOTEE

Car la seule position qui puisse permettre de comprendre cette poussée de la Révolution mondiale dans les pays sous-développés après la deuxième guerre mondiale, c'est bien la crise du stalinisme. Les révolutions chinoise, vietnamienne et cubaine ont en commun d'avoir vaincu malgré et contre le stalinisme et la collaboration de classes préconisée par le Kremlin.

Dans cette brèche ouverte par la décomposition mondiale du bloc stalinien se sont engouffrées des directions révolutionnaires éduquées à la rhétorique stalinienne mais sur le terrain une rupture absolue avec ses consignes si elles ne voulaient pas être englouties par le flot de la contre révolution.

Purs produits de cette contradiction entre ce qu'on leur ordonnait de faire et ce qu'elles devaient faire pour survivre, ces directions l'ont, à des degrés divers, compris.

Les écrits de Castro et surtout de Guevara sont limpides sur cette question (3), au point qu'ils en viennent à lutter ouvertement contre la stratégie stalinienne en attaquant les P.C. d'Amérique latine.

Les textes d'un Le Duan ne laissent aucun doute sur le caractère socialiste de la Révolution vietnamienne faite au Nord et en accomplissement au Sud.

Les ambiguïtés même de Mao Tsé toung sont le symbole de cette force extraordinaire du marxisme révolutionnaire qui se dégage dans le feu de l'action des schémas staliniens mystificateurs.

Certes ni Mao, ni Ho Chi Minh, ni Castro ne sont les Lénine de notre époque, mais sous le signe de leurs trois révolutions, une génération de militants s'est éduquée, en Europe comme ailleurs, à la lutte révolutionnaire.

Sous couvert d'orthodoxie faussement qualifiée de « trotskyste », « Lutte Ouvrière » révèle son isolement national. Rattachée par aucun des fils qui l'ont tirée du giron stalinien à la montée de la nouvelle génération révolutionnaire, elle est incapable de la faire profiter de ses leçons.

Isolée sur le promontoire de ce sectarisme théorique inguérissable (4) elle propose à tous de s'unir.

Mais 10 ans après la Révolution cubaine, 20 ans après la Révolution chinoise et l'année de la mort d'Ho Chi Minh, vouloir faire la révolution, c'est aussi savoir comprendre le patrimoine du mouvement révolutionnaire.

Nul doute que la révolution chinoise, la révolution cubaine, la révolution vietnamienne en fassent partie. Les camarades de « Lutte Ouvrière » s'uniront un jour autour de ces conceptions nous en sommes persuadés, tant leur valeur d'exemple est forte.

C.M.

---

(1) On aurait au moins compris qu'il soit typique (par comparaison à un autre représentant typique, lui, comme Poujade).

(2) « Le mérite de Castro et de son équipe fut essentiellement d'avoir à chaque fois tenu tête à l'impérialisme américain sans céder, et en s'appuyant sur la population cubaine. » L.O. p. 39.

(3) La révolution en Amérique latine sera socialiste ou ne sera pas, disent les thèses cubaines, à l'OLAS.

(4) Qui n'exclut pas l'opportunisme organisationnel.

les M. J. C. en danger

les émules de Comiti

Nous avons reçu la lettre suivante de jeunes membres de la Maison des Jeunes et de la Culture du Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine).

LETTRE OUVERTE AU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Camarades,

Vous menez depuis plusieurs mois dans votre journal, « L'Humanité », une campagne de protestation contre les mesures gouvernementales frappant la Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture. Nous comprenons d'autant mieux la nécessité de cette campagne, que des mesures arbitraires touchent, en ce moment-même, notre propre maison de jeunes.

Vous protestez, et vous avez entièrement raison, contre la tentative du gouvernement de soumettre à sa haute direction la F.F.M.J.C. Dans notre commune, le problème est le même : notre municipalité tente, comme le gouvernement, de chapeauter notre M.J.C. Elle a créé pour ce faire un centre culturel communal où la direction de notre maison serait, bien sûr, minoritaire, mais dont les décisions seraient sans appel. Vous comprenez sans peine ce que cela veut dire pour la liberté de notre maison.

Il y a quelques mois, le gouvernement a cessé de donner des subventions à la F.F.M.J.C. Vous avez encore, très justement, protesté contre cette mesure proprement anti-culturelle. Notre municipalité, suivant cet exemple, a réduit ses subventions annuelles de 36.000 F en 1967 à 3.000 F en 1969. Vous comprendrez aisément les difficultés que nous avons rencontré à vivre pratiquement sans subvention.

Mais notre municipalité est allée encore plus loin, et c'est pourquoi nous vous adressons cette lettre. Comme elle l'avait déjà fait l'an dernier à la même époque, notre municipalité a, au cours du mois d'août, effectué un changement des serrures de la M.J.C., envoyant à notre conseil de gestion (démocratiquement élu) un avis déclarant qu'il pouvait en retirer les clefs chez M. le maire, à condition de les lui rapporter (pour des raisons évidentes de sécurité (?) tous les soirs après la fermeture. Notre direction alla donc chercher les clefs, mais, se considérant (très justement, vous en conviendrez) comme responsable des locaux, décida en réunion, de les conserver.

Mais la municipalité recommença et, utilisant judicieusement l'argent des contribuables, fit travailler une nouvelle fois les serruriers. Après avoir repris possession de NOTRE M.J.C. nous avons décidé de vous écrire pour que, de tout votre poids, vous interveniez contre un tel scandale.

Il est vrai que notre M.J.C. n'a plus, comme avant mai 68, la direction d'un conseil à majorité membres du Parti Communiste Français, et qu'elle prit même pendant les événements, l'initiative de faire parler au cours de ses réunions, des étudiants et des ouvriers gauchistes. Mais nous savons que nous pouvons compter sur votre soutien contre les manœuvres antidémocratiques de notre municipalité.

En l'attente impatiente d'une aide précieuse de votre part, recevez, camarades, l'expression de nos plus profonds remerciements pour votre campagne de presse.

Des membres de la M.J.C. du Plessis-Robinson

P.S. — Toutes protestations doivent être envoyées à l'adresse suivante : Municipalité communiste du Plessis-Robinson, Hauts-de-Seine.

- " LUTTE OUVRIÈRE "

RÉPONSE AUX CAMARADES DE " ROUGE "

« Vis-à-vis de la bourgeoisie nationale, le Parti doit se montrer habile, souple...

« Vis-à-vis des trotskystes : point d'alliance, ni de concession. Il faut, par tous les moyens, démasquer ces agents du fascisme, il faut les anéantir sur le plan politique. »

Ho Chi Minh (juillet 1939).

DANS le numéro 54 de LUTTE OUVRIERE, nous écrivions, en conclusion de notre article sur « Ho Chi Minh, un combattant du nationalisme, pas du socialisme » que « l'absence du prolétariat révolutionnaire de la scène politique depuis trente ans a amené nombre de militants marxistes à idéaliser des forces sociales non prolétariennes et à parer leurs leaders de vertus socialistes qu'ils n'ont jamais eues ».

Les camarades de la Ligue Communiste n'ont pas tardé à confirmer notre point de vue puisque dans le premier numéro de ROUGE, paru après les vacances (n° 30), ils consacrent une page entière à réfuter nos conceptions sur les leaders bourgeois du Tiers Monde, et une autre page à la glorification de l'Oncle Ho qualifié « d'authentique dirigeant révolutionnaire » et considéré comme « un des personnages centraux de l'épopée révolutionnaire des masses colonisées en lutte pour leur libération, pour le socialisme ».

Et puisque les camarades de ROUGE ont ouvert le débat sur ce point, nous souhaitons le poursuivre car nous pensons que la discussion sur ces points comme sur d'autres entre les diverses tendances est indispensable. Ce qui fait considérer à ces camarades nos positions comme des absurdités politiques en contradiction formelle avec ce qu'ont écrit Lénine et Trotsky sur le problème de l'impérialisme et de la révolution permanente, est la caractérisation de la Chine, de Cuba ou du Vietnam comme « Etats bourgeois ». En passant, précisons que nous écrivons « Etats bourgeois » et non « Etats bourgeois anti-impérialistes » car cette dernière expression qu'ils nous attribuent faussement ne fait pas partie de notre vocabulaire. Nous n'avons pas la (mauvaise) habitude d'accommoder le terme « anti-impérialiste » à toutes les sauces.

La conception léniniste de l'impérialisme implique justement l'existence de deux catégories différentes de sociétés bourgeoises avec des « Etats » correspondants.

D'une part les Etats capitalistes avancés qui se partagent le monde grâce à leur puissance militaire, leur potentiel économique, et leurs assises financières, et d'autre part des Etats bourgeois semi-colonisés qui peuvent conserver leur indépendance politique mais qui, pillés systématiquement par les pays impérialistes, sont incapables de connaître un développement économique harmonieux, voire même de dépasser un stade minimum d'industrialisation. Dans cette catégorie entrent aussi les pays anciennement colonisés qui n'avaient même pas d'Etat indépendant et qui s'en sont donné un après la seconde guerre mondiale. Ces Etats sont venus trop tard à l'indépendance et l'accaparement du marché mondial par les trusts des pays impérialistes leur interdit toutes perspectives de développement industriel.

Mais, bien sûr, il n'est nullement impossible que, dans certains cas, la bourgeoisie nationale tente par l'intermédiaire de son appareil d'Etat, de disputer à l'impérialisme quelques miettes. Cela se rencontrait du temps de Lénine et cela arrive encore de nos jours. Ce fut notamment le cas de l'Egypte qui nationalisa le canal de Suez en 1956, ou plus près de nous, de l'Algérie qui prit une part majoritaire dans les compagnies pétrolières.

Sans cesser un seul instant de rester des « Etats bourgeois » ces pays ne se sont pas moins opposés à l'impérialisme (ou plutôt à certains impérialismes) dans le but de consacrer une part plus importante de leurs richesses à leur développement économique. Mais en fait leur « anti-impérialisme » est très circonstanciel. Il ne s'agit pas pour eux d'abattre le système capitaliste dans ses centres vitaux, c'est-à-dire dans ses métropoles, mais simplement de lui disputer une partie des richesses qu'il leur dérobe.

Que ces Etats bourgeois de pays sous-développés aient pu, par suite de l'existence de l'U.R.S.S. jouer un jeu de bascule entre les deux blocs et, à l'occasion, s'opposer plus vigoureusement à l'impérialisme qu'aucun Etat semi-colonial n'aurait pu le faire avant 1917 est là une évidence qui ne modifie en rien le fond du problème.

LE DOGME DE LA REVOLUTION PERMANENTE

Le second reproche que nous adressent ces camarades, d'une manière plaisante d'ailleurs, serait d'être en contradiction avec la théorie de la révolution permanente en affirmant que la petite bourgeoisie des pays sous-développés a fait irruption sur la scène politique après la deuxième guerre mondiale et s'est emparée du pouvoir dans certains pays comme la Chine, le Vietnam ou Cuba.

Cet argument s'appuie principalement sur l'affirmation de Trotsky selon laquelle la bourgeoisie d'un pays colonial ou semi-colonial, trop faible en règle générale, serait incapable de s'emparer du pouvoir ou du moins, s'il elle le faisait, de le conserver.

En partant de cette affirmation, nos camarades de Rouge en déduisent que puisque la bourgeoisie ne pouvait s'emparer du pouvoir en Chine ou à Cuba, c'est donc le prolétariat qui l'a fait.

De ce puissant raisonnement « non dogmatique », on déduit, a posteriori, dans le cas de la Chine ou du Vietnam, qu'il s'agit donc d'« Etats ouvriers ». La preuve magistrale qu'on nous administre alors est que les partis de Ho et de Mao s'intitulaient « communistes » et que l'organisation créée par Castro s'est servie par la suite du même qualificatif. Trotsky qui, lui, était moins dogmatique que ses commentateurs, écrivait déjà en 1932, à propos des soi-disant armées « rouges » paysannes en Chine, qu'en politique celui qui juge sur les étiquettes et non sur les faits sociaux est perdu.

Au lieu de comprendre la réalité des phénomènes qui se déroulaient sous leurs yeux en Chine, à Cuba ou au Vietnam, en tentant d'analyser les forces sociales qui portaient au pouvoir les équipes petites bourgeoises radicales, au lieu de chercher à saisir « quelle combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances », pour reprendre l'expression de Trotsky, avait rendu ces phénomènes possibles les camarades de la Ligue et du courant international qu'ils représentent ont préféré inventer de toutes pièces des « Etats ouvriers » dans la formation desquels le prolétariat n'avait joué aucun rôle. C'est ce qu'on pourrait qualifier de « sectarisme théorique inguérissable ».

Mais ce type de raisonnement les a conduit à ignorer, voire à cacher, non seulement les textes écrits par les trotskystes indochinois et chinois à l'époque du premier gouvernement HO CHI MINH et de la prise du pouvoir par Mao, mais encore à camoufler l'attitude réelle des leaders du Tiers Monde vis-à-vis du mouvement ouvrier.

LA MAUVAISE INFORMATION MOTEUR DE L'HISTOIRE

Cela est particulièrement visible dans l'article nécrologique consacré à Ho Chi Minh. Comme il est difficile de concilier à la fois une admiration sans borne pour Ho et d'expliquer dans le même temps l'exécution par ses hommes de main des militants vietnamiens de la IV[e] Internationale, l'auteur s'en tire par une pirouette en suggérant que l'ordre est venu « sans aucun doute » de Moscou et qu'il est possible, dans ces conditions, que Ho Chi Minh ne put, ni ne sut éviter le massacre. Autre hypothèse : Ho fut obligé (sous-entendu malgré sa volonté) de liquider les trotskystes pour obtenir l'aide et l'accord de Moscou.

C'est là un effort louable pour tenter de définir une nouvelle conception de l'histoire qui aurait pour concept de base le manque d'informations des hommes d'Etat... et leur irresponsabilité. Mais cela c'est se moquer du marxisme... et des lecteurs.

Ce n'est pas la première fois que l'organisation internationale dont se réclament les camarades de la Ligue Communiste a recours à de telles arguments pour tenter de justifier des actions anti-ouvrières de leaders nationalistes qu'elle idéalise.

Ce fut par exemple le cas de Mao Tse Toung. En décembre 1952 et janvier 1953 Mao fit arrêter tous les militants trotskystes chinois.

Comme à l'époque, la IV[e] Internationale à laquelle est affiliée la Ligue adoptait envers Mao une attitude semblable à celle qui fut la sienne plus tard vis-à-vis d'Ho Chi Minh, elle refusa malgré l'indignation de certains militants, de protester contre les arrestations et les persécutions dont étaient victimes ses propres camarades en Chine. Ses dirigeants affirmèrent même que « le massacre des trotskystes par le régime Mao n'était pas un acte délibéré mais une erreur venant du fait que les trotskystes avaient été pris pour des agents du Kuo Min Tang » (c'est-à-dire le Parti de Tchang Kai Tchek) (cité par Peng, lettre à J.-P. Cannon février 1954). Là aussi la politique anti-trotskyste de Mao ne pouvait tenir qu'à sa mauvaise information. Mais la moindre des choses serait que ROUGE informe ses militants, voire ses rédacteurs, sur ces textes.

Mais cette théorie a été enrichie au cours des années d'un certain nombre d'éléments qu'il est bon de connaître.

Si les leaders du Tiers Monde peuvent massacrer les trotskystes par manque d'informations, ils peuvent aussi, tout en étant très au courant du mouvement trotskyste, attaquer celui-ci parce qu'ils ont mauvais caractère.

C'est la mésaventure qui, à en croire ces camarades, est arrivée à Fidel Castro lorsqu'en février 1966, à l'issue de la Tricontinentale, il qualifia le trotskysme « de vulgaire instrument de l'impérialisme et de la réaction ».

La raison la plus probable de cette attitude était, selon le journal « Quatrième Internationale » de l'époque (n° 4), une « irritation » due aux attaques des posadistes ou « la volonté jalouse d'être et de rester le seul leader incontesté du mouvement révolutionnaire latino-américain ». Où l'orgueil ne va-t-il pas se nicher !

Pour conclure sur ce point, disons que les conceptions de ces camarades peuvent se résumer ainsi : « Mieux informés et jouissant d'un meilleur caractère, Mao, Ho et Castro auraient sans doute été trotskystes. »

Le fait que ces leaders nationalistes aient pu s'en prendre au mouvement trotskyste parce que celui-ci, malgré toutes ses erreurs opportunistes représentait à leurs yeux un mouvement défendant les intérêts historiques du prolétariat, le fait que Tha Tu Tau ait été assassiné parce qu'il luttait pour la révolution prolétarienne au Vietnam au moment même où Ho Chi Minh tentait de s'entendre avec l'impérialisme et promettait la mort à ceux qui armeraient la population, donneraient la terre aux paysans ou s'attaqueraient aux impérialistes français, sont des hypothèses trop timides qui n'ont jamais effleuré les camarades de « Rouge », sans doute plus occupés à enrichir le marxisme qu'à le comprendre.

UNE PLAISANTERIE : L'ISOLEMENT

Enfin l'argument choc dont se sert « ROUGE » pour expliquer à ses lecteurs les limites étroites de nos idées serait « notre isolement national ». A la différence de notre tendance, la Ligue serait, quant à elle, rattachée à une organisation internationale qui la ferait bénéficier de ses acquis pratiques et théoriques.

On pourrait supposer que cet argument, qui conclut en quelque sorte l'article de ROUGE, n'est là que pour faire sourire le lecteur qui sait sans doute que depuis la fin de la guerre l'organisation internationale à laquelle fait allusion ROUGE, n'a jamais dirigé, ni de près, ni de loin une seule des luttes glorifiées par ces camarades. Ce n'est d'ailleurs pas là un reproche mais une simple constatation.

En fait la seule participation du Secrétariat Unifié de la IV[e] Internationale aux « révolutions » vietnamienne, chinoise et cubaine a été l'édition de journaux hors de Chine, hors du Vietnam et hors de Cuba. Et l'enrichissement politique de ces camarades provient sans doute de la lecture des déclarations officielles chinoises, vietnamiennes ou cubaines, lecture, qui, à en juger par celle qu'ils font de notre presse, est pour le moins peu attentive.

Mais nous ne reprocherons pas à de jeunes camarades le suivisme congénital dont ils font preuve dans leur attitude politique.

Nous sommes persuadés, parce qu'ils sont des militants révolutionnaires dévoués, honnêtes et sincères, qu'ils se débarrasseront rapidement de leurs conceptions erronées dues avant tout à une incompréhension et à une ignorance profondes du marxisme.

Et c'est parce que nous sommes convaincus qu'ils sont eux aussi partie intégrante du mouvement ouvrier révolutionnaire que nous leur avons proposé et que nous leur proposons toujours de nous unir au sein d'une même organisation.

Pour nous cette unité organisationnelle ne doit pas masquer les divergences très profondes qui sont les nôtres. Bien au contraire. Au sein d'une telle organisation la lutte des idées serait non seulement plus rude mais aussi plus féconde en écartant tout caractère polémique et sectaire. Mais l'attitude qu'ils ont manifestée jusqu'à présent sur cette question laisse à penser que leur opportunisme idéologique se double sans doute d'un sectarisme organisationnel. Car s'ils avaient réellement confiance dans leurs idées politiques ils n'auraient aucune crainte à exposer leurs militants aux luttes idéologiques incessantes que connaissent tous les partis révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6[e]

Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

Les Chantiers de l'Atlantique

A St-Nazaire :

Victoire contre un patron de combat

LES problèmes ne manquent pas à Saint-Nazaire, aux Chantiers de l'Atlantique. Depuis la fusion Babcock-Wilcox avec la section Chaudronnerie des Chantiers, 1.200 travailleurs sont passés sous la direction de De Calan, P.D.G. du groupe, bien décidé, ainsi qu'il l'a annoncé, « à mater » les travailleurs de Saint-Nazaire.

Les premières mesures qui ont suivi de près la fusion tendaient toutes à séparer définitivement les travailleurs de Babcock de leurs camarades des Chantiers. Il s'agissait, pour les patrons, de briser la force des 8.000 travailleurs regroupés à Penhoët, d'empêcher la solidarité de jouer dans les conflits, de parcelliariser les luttes et peut-être même, si cela réussissait, de dresser les travailleurs les uns contre les autres.

Les murs et les grillages ont commencé à découper l'enceinte intérieure des Chantiers, les horaires, la discipline ont été modifiés. Mais le point important devait être la signature d'un accord d'établissement distinct de celui des Chantiers pour les travailleurs de Babcock.

En juin dernier les discussions sur l'accord d'établissement de Babcock-Atlantique avaient lieu. Outre le fait qu'il devait être signé pour 3 ans, qu'il ne prévoyait rien concernant l'augmentation des salaires et les diminutions d'horaires, il devait introduire, le 31 août 1969, une prime d'efficacité déterminée en fonction du salaire individuel pour une part, et réservée à l'appréciation du patron, pour l'autre. Signer, c'était alors accepter d'être payé en fonction de notre tête, c'était céder le pas à l'arbitraire de Piérart, de Calan et consorts. De plus, les travailleurs de Babcock étaient d'emblée hostiles à un accord qui se discuterait séparément de celui des Chantiers de l'Atlantique, et donc serait différent.

A la veille des vacances (Babcock ferme en août) les débrayages étaient nombreux. Syndicats et surtout travailleurs, se promettaient d'être prêts, à la rentrée de septembre, à engager l'action si la direction Babcock refusait d'obtempérer (reprendre les discussions sur l'accord, supprimer la prime d'efficacité, et signer le même accord que celui des Chantiers).

Lundi 15 septembre, il n'était toujours pas question pour de Calan de céder aux revendications des ouvriers de Babcock. Le soir, ceux-ci débrayaient 3/4 d'heure en fin de journée. Horaires et mensuels se retrouvaient devant le bâtiment de la direction, où devait avoir lieu une entrevue syndicats-patronat. Mais, suivant les principes de de Calan, son sous-fifre à Saint-Nazaire, Piérart (dit le Puma), répondait : « Quand les travailleurs ne sont pas au travail, on ne discute pas. Ils sont en grève ? et bien, nous aussi. »

Et la situation restait confuse jusqu'au jeudi 18. Ce jour là, sur proposition de la C.G.T., 2 assemblées, l'une des horaires, l'autre des mensuels devaient se tenir, pour décider de l'action à mener.

Le matin, à l'heure de l'embauche, 700 horaires (sur 900 environ) se réunissaient dans la salle municipale de Penhoët. Les représentants syndicaux décidaient à son issue, de retourner voir la direction. Et tandis qu'ils se dirigeaient vers les bâtiments directoriaux, les travailleurs, unanimement, leur emboîtaient le pas.

C'est ainsi qu'à 10 heures, 500 travailleurs occupaient les locaux de la direction tandis que les représentants syndicaux rencontraient un Piérart très mal à l'aise. Et lorsqu'à midi, il annonçait que la direction générale, acceptait de recevoir une délégation le mercredi suivant, à Paris, il lui fut répondu, par les travailleurs, que ce n'était pas demain, ni dans une semaine, mais tout de suite et à Saint-Nazaire qu'il fallait mettre les choses au point. De Calan n'avait qu'à se déplacer.

Une réunion intersyndicale se tint l'après-midi appelant tout le Chantier à débrayer à 17 heures (une heure de débrayage) en signe de solidarité, et les mensuels Babcock (qui avaient travaillé normalement le matin) rejoignaient leurs camarades dans les bâtiments de la direction à l'issue de leur assemblée générale qui s'était tenue à 13 h 30. A 17 h, c'est la quasi-totalité des Chantiers qui se retrouvait dans ou devant la direction. La tension montait depuis 16.00 h, et l'impatience des travailleurs inquiétait Piérart, toujours enfermé dans son bureau.

A minuit, les deux parties se rencontraient. A 5 heures du matin, la direction Babcock cédait. L'accord Babcock partirait du 1er avril (comme celui des Chantiers), avec effet rétroactif. La prime d'efficacité était supprimée. L'accord Babcock s'alignait exactement sur celui des Chantiers.

Ainsi, contrairement à ce que pouvait espérer de Calan, les travailleurs de Saint-Nazaire ne sont pas décidés à se laisser mater. Ils viennent de remporter une victoire d'importance. Car, plus qu'un accord d'entreprise, ce qui a été gagné à Saint-Nazaire, c'est la conviction que lorsque les syndicats discutent, il est efficace d'être avec eux. La conviction aussi, que montrer sa détermination et lutter est toujours payant.

C'est à 17 h 15 qu'il annonçait que quelqu'un de la direction venait de quitter Paris, qu'une réunion se tiendrait à minuit à la Préfecture de Nantes, mais que lui-même devrait y assister. Il fallait donc le libérer.

La réaction des travailleurs à cette annonce fut mitigée. Relâcher Piérart, c'était risquer de ne rien obtenir lors des discussions. Occuper de nuit, cela pouvait signifier l'intervention des forces de police. Cependant, chacun sait qu'à Saint-Nazaire, il suffit justement de les faire intervenir pour aggraver une situation.

Après les prises de parole des responsables des 3 organisations syndicales, C.G.T., C.F.D.T. et F.O., tous refusant d'envisager un instant l'occupation de nuit, (qui pouvait ne pas être la solution, mais qu'on ne pouvait écarter a priori), les travailleurs se prononcèrent à une forte majorité pour l'évacuation des locaux et la libération de Piérart.

A la C.I.T. (Commutation Keller), Paris-XV

Les ingénieurs débrayent

LE vendredi 19 à 10 h 30, beaucoup d'ouvriers et de techniciens étaient aux fenêtres et regardaient vers la cour de l'entreprise.

En effet le syndicat C.A.T. appelait par voie d'affiches, sur les panneaux syndicaux, et par tracts, les ingénieurs et cadres à un débrayage d'une demi-heure. (Le C.A.T. est un syndicat autonome corporatiste des ingénieurs, créé après mai 68.)

43 d'entre eux sortirent des bâtiments et descendirent dans la cour.

C'est alors que le directeur les pria d'évacuer rapidement l'enceinte de l'usine. Ce qu'ils firent en allant stationner devant la porte. Il n'y eut pas de prise de parole et une demi-heure plus tard, chacun regagna son service.

Pourquoi ce débrayage ?

Les ingénieurs et cadres réclamaient en mai 68 le réajustement de leurs salaires inférieurs de 17 % à ceux de la métallurgie, fédération d'industrie à laquelle est rattachée la C.I.T.

A cette époque, la direction s'était engagée vis-à-vis des ingénieurs à leur payer ces 17 % en trois tranches.

Début 69, une première augmentation de 3 à 5 %. Et depuis... plus rien !

La C.A.T. ayant reposé le problème à la direction, obtint un refus catégorique et s'entendit répondre que « ce n'était pas une bande de *galopins* qui allait faire la loi ». Elle invitait ceux qui n'étaient pas contents à prendre la porte. Le ton était comme on peut le voir, fort peu cordial pour ceux que la direction C.I.T. appelle habituellement ses « collaborateurs ».

La C.A.T., à la suite de cette réponse, fit une réunion à laquelle participèrent une quarantaine de « galopins ». A la suite de cette réunion le débrayage fut donc décidé par la C.A.T. La C.G.C., elle, se prononça contre le mouvement.

L'usine Keller emploie 150 ingénieurs dont les 2/3 sont des ingénieurs-maison et à la production, certains sont d'anciens cableurs qui remplissent un rôle de garde-chiourme. En conséquence ce débrayage de 43 ingénieurs peut être considéré comme un succès.

Sans être hostile, le reste du personnel, qui se souvenait de l'attitude des ingénieurs et cadres en mai-juin, était très réservé.

La C.A.T. de l'usine Keller créée en mai 68, a prouvé son dynamisme en milieu ingénieur face à une C.G.C. collaborationniste et à une C.G.T. qui s'est particulièrement compromise en mai 68, en faisant reprendre le travail sur des broutilles, remises en cause en partie, ensuite, par la direction.

Mais ce mouvement a également montré les limites de la C.A.T. En effet, son corporatisme enferme les ingénieurs dans un ghetto.

Néanmoins, c'est la première fois que les ingénieurs débrayent à la C.I.T. Et c'est incontestablement un coup pour une direction ultra-paternaliste comme celle de Keller.

Les risques du métier

POUR « s'en sortir », le gardien d'un garage Renault du Havre faisait des heures supplémentaires, puis soudain, on lui annonça qu'il serait désormais payé au mois et verrait ainsi amputé son salaire. Excédé, d'autant plus que son jeune frère venait de se faire licencier du garage, il alla s'expliquer avec son chef de service. L'explication s'est terminée à coups de revolver et le chef est mort.

« C'est cela ou la porte. » Il faut subir, ou rechercher du travail. Les chefs zélés se font les représentants directs de l'exploitation pendant que les directeurs et les actionnaires sont dans leurs bureaux et salons. Ils se permettent en fait de disposer de la vie des autres. Cette fois, l'un d'eux y a laissé la sienne.

Evidemment, l'acte désespéré n'est pas une solution et le fait que le gardien ait ensuite retourné son arme contre lui le montre bien. Mais que la presse bourgeoise ne vienne pas faire de morale : que sont devenus les CRS assassins des ouvriers de Sochaux ?

L'exemple reste à méditer pour les apprentis-dictateurs, pour ceux qui croient s'être mis du bon côté du manche. Il existe des risques du métier.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

Grève victorieuse chez Heurtey

MERCREDI matin, après une semaine de grève, les dessinateurs du Département Chimie-Pétrole ont repris le travail en ayant obtenu des augmentations sur les salaires minis, base 40 h, de :

144 F pour les Détaillants
265 F pour les Petites Etudes
210 F pour les Etudes 1
281 F pour les Etudes 2
262 F pour les Projeteurs 1
275 F pour les Projeteurs 2
315 F pour les P2 Chefs de Groupe
320 F pour les Projeteurs 3

Pourtant lundi matin la direction en était encore à proposer des augmentations sur les moyennes de chaque catégorie, ce qui, bien sûr, lui aurait laissé les mains libres pour revenir au vieux système Heurtey des augmentations à la tête du client.

Cependant les grévistes refusaient les moyennes et continuaient la grève malgré les pressions des dirigeants de la C.G.T., qui préconisaient, sous le manteau, de reprendre le travail pour continuer la lutte sur un autre terrain, celui des grèves perlées.

Mardi, la C.G.T. parlait ouvertement de reprise sans être pour autant suivie. La C.F.D.T., les inorganisés et bon nombre de syndiqués C.G.T. étant contre, la grève continuait. Ce qui n'empêcha pas « l'Humanité » du 18 septembre, d'écrire que le patron « a finalement cédé lorsque les organisations syndicales, modifiant leur tactique, ont proposé au personnel de reprendre le travail en multipliant par la suite les débrayages surprises. »

Mardi après-midi, Taranger, le P.D.G. de Heurtey, refusait la contre-proposition des grévistes qui consistait à considérer les moyennes données par la direction comme salaires minis de chaque catégorie. Mais les membres de la direction restaient en réunion et acceptaient finalement à 19 h 30 la revendication des dessinateurs Pétro-Chimie.

C'est donc très regonflés par leur victoire, que, mercredi matin, les grévistes ont repris le travail. Cette grève qui, exception faite de l'arrêt national du 11 mars de l'année dernière, était la première chez Heurtey, a changé quelque chose dans l'entreprise. Car chacun est conscient que la lutte organisée et décidée est bien plus payante, que tous les dialogues syndicats-patrons.

Les discussions vont bon train, les gens ayant appris à se connaître pendant la grève après avoir travaillé des années côte à côte en étrangers. Et maintenant, il sera sans doute moins facile à Taranger de tenir son personnel avec de vagues promesses.

Cependant si la lutte s'est soldée par un succès et si les augmentations obtenues sont appréciables, il n'empêche que 13 grévistes risquent de ne rien avoir ; cela parce que leurs salaires sont supérieurs aux minimas cédés par la direction. En fait c'est là une conséquence directe de la répartition du personnel en catégories et de l'existence dans chaque catégorie de fourchettes. C'est pourquoi face à l'éparpillement des salaires et à la division du personnel, voulus par la direction, il nous faudra, lors des prochaines luttes, présenter des revendications uniformes, donc unitaires, identiques pour tout le monde quel que soit le salaire perçu. C'est là une des leçons de cette lutte.

Le personnel du Tirage qui, lui aussi, a fait grève, sur ses revendications propres, a obtenu en partie satisfaction : 1/4 de pause ; l'amélioration des conditions de travail par l'installation de ventilateurs et de vagues promesses d'augmentation qui sont un subtil mélange des trois revendications de salaires demandées. En effet, les camarades du Tirage réclamaient 120 F d'augmentation pour tous, la révision des classifications et un système de promotion à l'ancienneté. Mais Taranger a profité des demandes de promotion et de classification pour ne pas augmenter les salaires les plus bas qui venaient d'être relevés en septembre. Là aussi la leçon est qu'il faut s'en tenir, lors d'une grève aux revendications qui unissent pour ne pas donner prise aux manœuvres de division du patron.

Mais cette semaine de lutte a été riche d'enseignements pour tous, pour les grévistes d'abord, mais aussi pour le personnel des autres départements Heurtey, il y a des remous au département Métallurgie et à Bergeon. Il en est de même dans une société concurrente Serete dont les salaires, tout comme ceux d'Heurtey sont inférieurs à ceux des autres sociétés d'engeneering. Car les dessinateurs Pétro-Chimie ont fait la preuve que la lutte est payante.

Un meeting des comités d'action de Renault-Billancourt

Pendant la prise de parole des Comités d'Action Renault

Mardi 16 septembre, place Nationale, aux portes des usines Renault à Billancourt les comités d'action ont tenu un meeting pour faire le point de la situation après les mesures d'austérité du gouvernement.

Deux à trois cents ouvriers revenant des cantines se regroupèrent autour de trois camarades qui exposèrent le point de vue des C.A. à la fois sur les problèmes particuliers de l'entreprise, le réaménagement de la grille de salaire notamment, et la nature et les conséquences des mesures gouvernementales.

Alors que la grève de la R.A.T.P. venait s'ajouter au mouvement des roulants, les questions soulevées répondaient aux problèmes que se posaient nombre de travailleurs et le meeting fut suivi avec beaucoup d'attention y compris par des membres du Parti Communiste.

Une initiative à renouveler.

Quand Hœchst marie S.I.F.A. à Roussel U.C.L.A.F.

PENDANT toute une semaine, à la Bourse de Paris, la cote des valeurs de deux des plus grandes firmes de Chimie-Pharmacie ont été à la vedette. Il s'agissait de Roussel-Uclaf d'un côté et de la S.I.F.A. de l'autre. Et puis vendredi 19 septembre on apprenait qu'un rapprochement des deux entreprises était prévu.

On parle même d'une fusion entre Roussel-Uclaf d'une part et la Centrale de Dynamite, un énorme groupe qui contrôle la Française de Glycérine, qui elle-même contrôle Nobel-Bozel qui lui-même contrôle la S.I.F.A.

Mais, ce que les capitalistes français voudraient pudiquement cacher, c'est que derrière toute cette opération se trouve le géant allemand de la Chimie-Pharmacie Hoechst. Déjà depuis plusieurs années Hoechst avait une participation à la S.I.F.A. (ainsi que les laboratoires américains Upham). Il y a quelques mois, c'était au tour de Roussel-Uclaf, un accord Hoechst-Roussel était conclu.

En l'occurence tout le bla-bla-bla de la presse économique sur le « renouveau de l'industrie pharmaceutique française » qui résulterait de cette opération, fait doucement sourire ceux qui connaissent l'« indépendance » réelle de ces entreprises.

Roussel-Uclaf et la S.I.F.A. sont spécialisés dans la production pharmaceutique. Toutes deux sont spécialisées dans les antibiotiques et la fabrication de vitamines (principalement la B. 12). Il y a eu d'ailleurs des partages de marché et de fabrication des deux firmes sur la pénicilline et la B.12.

Mais là encore la sénilité du capitalisme français apparaît dans toute sa splendeur. Roussel-Uclaf a dû acheter aux allemands les méthodes de fabrication de la B. 12 pour son usine de Romainville. Mais si Roussel a pu mettre aù point une nouvelle méthode de fabrication (ce qui n'est en fait que du bricolage pour tourner la loi sur les brevets), il doit encore importer d'Allemagne tout le matériel nécessaire à l'extraction et à la fabrication. Il faut reconnaître que certains appareillages dans d'autres secteurs d'extraction viennent des... Etats-Unis.

Pour la S.I.F.A. le tableau des capacités « bien françaises » est tout aussi triste. La pénicilline par exemple vient en droite ligne de chez Hoescht en Allemagne, chaque jour les camions déchargent les cartons contenant les pots étiquetés « Hoechst ». Lorsqu'on saura que S.I.F.A. signifie Société des Industries « Françaises » d'Antibiotiques, on restera perplexe sur le « dynamisme » du bon bourgeois bien-français. A l'usine de la Plaine Saint-Denis de S.I.F.A., il n'est pas rare que les méthodes de fabrication soient des polycopiés directement traduits de l'allemand ou de l'anglais ; le malheur c'est qu'il n'existe aucun appareillage français aussi moderne que celui employé par les allemands et les américains.

La fusion ou le rapprochement de Roussel-Uclaf et S.I.F.A. sous le contrôle de Hoechst est une nécessité du point de vue de la rentabilité capitaliste. Les capitalistes sont obligés de reconnaître eux-mêmes que la concurrence entraîne le gaspillage.

Ils tentent à leur mesure de planifier le marché, ils reconnaissent par là, la désuétude de leur système de concurrence et de propriété privée.

Mais si ce rapprochement se fait pour le plus grand bien des capitalistes concernés, les travailleurs de ces deux entreprises risquent fort d'être les victimes de l'opération.

Déjà, aussi bien à la S.I.F.A. qu'à Roussel-Uclaf, des réorganisations étaient en cours. Chez Roussel-Uclaf à Romainville, tout le secteur des fabrications de synthèses est destiné à disparaître, la fabrication se concentrant sur les extractions de fermentation (antibiotiques, B. 12 et dérivés), cela entraîne la liquidation de plusieurs postes d'ouvriers de fabrication. Mais par contre les labos, et le conditionnement (mise en tube, en boîte des produits) doit se concentrer à Romainville. A l'usine S.I.F.A. de la Plaine St-Denis c'est le contraire, le conditionnement est déjà décentralisé à Compiègne, et deux cents personnes (sur mille) doivent les rejoindre en 1970.

Le rapprochement des deux entreprises va sans aucun doute accentuer la spécialisation de chacune d'elles.

La S.I.F.A., qui a entrepris depuis un an la fabrication des protéases (enzymes de lessive), se voit offrir des marchés pharamineux dans cette spécialité. Elle a entrepris la liquidation d'une partie de ses fabrications Chimie-Pharmacie. Si cela s'accentue, vu que la fabrication des protéases ne nécessite que peu de personnel, le sort d'une bonne partie des ouvriers de fabrication de la Plaine St-Denis est posé. Ce qui est sans doute le plus menacé à l'usine de la Plaine St-Denis, c'est le service Recherche qui fait double emploi avec celui très moderne de Roussel-Uclaf.

En fait il dépendra des ouvriers des deux entreprises de ce que cette concentration ne se fasse pas sur leur dos.

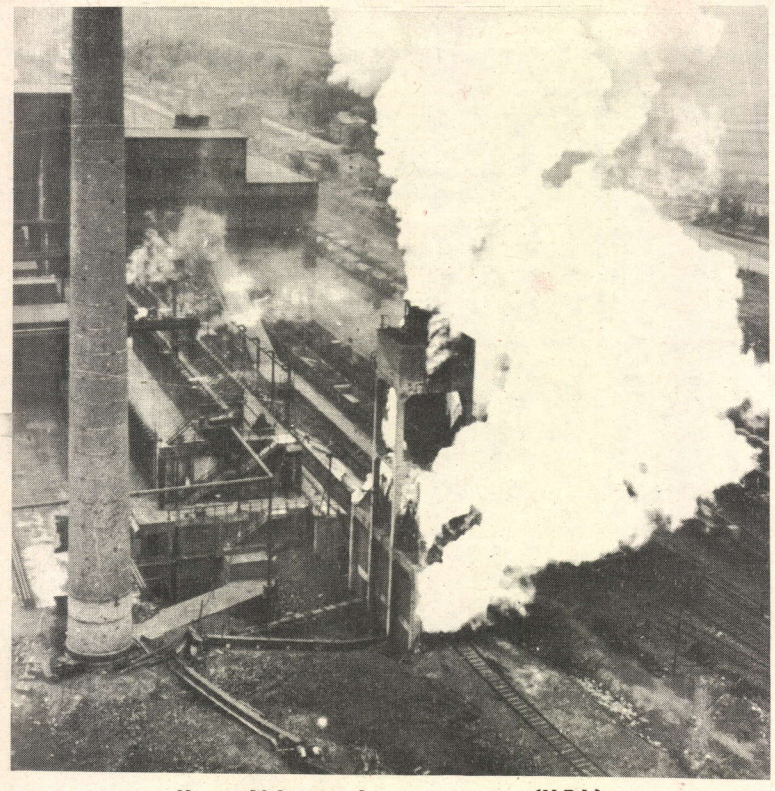
LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

Les grèves en Allemagne Fédérale



Une aciérie sarroise (U.P.I.)

LES grèves sauvages qui viennent de paralyser en Allemagne quelques usines de la sidérurgie et beaucoup de mines, furent un événement extraordinaire.

La bourgeoisie ainsi que ses représentants et ses valets qui, il y a peu de temps, n'avaient qu'un regard de dédain pour leurs confrères de France, d'Angleterre et d'Italie, parce qu'ils n'étaient évidemment pas capables de brider leurs classes ouvrières, furent pris de panique. Que s'était-il passé ? Comment cela était-il possible ?

Une des explications se trouve dans la situation économique de l'Allemagne.

Pour la première fois, en 1967, une période de récession économique aboutit à une crise politique manifeste. Vers cette époque, syndicats et patronat contractèrent de nouveaux accords sur les salaires. En fait, sous le signe de la collaboration de classe, les syndicats étaient prêts à accepter une augmentation très faible des salaires ainsi qu'une durée assez longue des contrats de travail, pour aider l'économie capitaliste à s'assainir.

Quelques temps plus tard, la conjoncture était de nouveau en hausse. Les crises monétaires en France et en Angleterre produisirent l'effet contraire en Allemagne. L'importation excessive de capitaux engendra une « surchauffe » dans une mesure sans précédent, même au pays du « miracle économique ».

Pour les ouvriers, l'augmentation de la production signifiait plus de travail, des cadences accélérées, etc. Surtout parmi ceux qui travaillaient dans les hauts-fourneaux, dans des conditions inhumaines pendant les journées chaudes de l'été pour assurer un record de la production pour les capitalistes, l'atmosphère était explosive. Tandis que les profits des entrepreneurs atteignaient des chiffres astronomiques, les ouvriers ne recevaient pas un sou de plus, parce qu'ils étaient encore sous le coup des anciens contrats de tarif conclus dans la période de récession.

Werner Dietrich du syndicat des métallos (IG-Metall) de Dortmund caractérisa la situation avec les mots suivants :

« A cause de la chaleur des semaines passées et à cause du record absolu de la production, la tension règne parmi les ouvriers des usines. Presque tous les jours, il y a des actions spontanées, dans la plupart des cas, au sujet des salaires. En ce moment, la tâche quotidienne des représentants des comités d'entreprise est d'empêcher et de terminer des grèves spontanées d'une courte durée. »

(« Frankfurter Rundschau », 13. sept. 1969.)

Enfin, au début du mois d'août, les travailleurs de la métallurgie obtinrent une augmentation des salaires de 8 %. Les syndicats présentèrent cela comme un grand succès ; mais les ouvriers la jugaient complètement insuffisante eu égard aux augmentations des prix et des profits. Aux usines Hoesch A.G. de Dortmund, une des plus grosses usines de la Ruhr employant 25.000 ouvriers, un autre élément s'ajouta au mécontentement général : des salaires différents (inégaux) étaient payées pour le même travail, dans plusieurs usines appartenant au même trust.

Lundi, le 1er septembre, un représentant du comité d'entreprise formula une revendication très précise à l'égard de la direction : une augmentation des salaires de 20 Pfennig (30 centimes) par heure pour tous les ouvriers. Le marchandage entre les deux parties intéressées commença. D'abord le désaccord était total, aucun accord prévisible. En ce moment les ouvriers décidèrent de compter sur leurs propres forces en disant : «Si le patronat laisse traîner les choses, nous pouvons faire de même» — et ils débrayaient spontanément.

La grève commença. Mais au lieu d'une augmentation de 20 Pfennig, ils exigeaient 30 Pf. de plus. En quelques jours la grève s'étendait à d'autres usines de la métallurgie et aux mines, en se radicalisant rapidement. Les centres principaux de la grève étaient Dortmund, Sarrebruck et Kiel, mais bientôt d'autres régions de l'Allemagne du Nord, de la Ruhr, de la Sarre et même de la Bavière étaient touchées par des mouvements de grève. Dans la totalité : 40 usines avec 78.000 ouvriers. Dans les puits de Dortmund, paralysés par la grève, les grévistes élisaient un comité central de grève, composé de 18 ouvriers.

La grève des mineurs de la Sarre, plus mal payés que leurs camarades de la Ruhr, prit des formes et des dimensions plus violentes. Les ouvriers élisaient aussi des comités de grève et s'échauffaient avec des slogans comme « Résistons », « Ne nous laissons pas tromper », « Suivons l'exemple de nos camarades français » ! Les représentants des syndicats réformistes furent accueillis avec des paroles telles que « traître aux ouvriers » et « bonzes ». Bientôt les capitalistes commencèrent à exercer des pressions sur les grévistes. Les calomnies ne manquèrent pas. Une grève spontanée est considérée comme illégale par la législation allemande. En conséquence, le cas échéant, les ouvriers ne touchent pas les rémunérations de grève, et perdent, pour cette période, le droit de protection de la sécurité sociale, pour eux-mêmes et pour leurs familles.

Malgré cela les grévistes obtinrent des satisfactions substantielles. Dans la sidérurgie ils obtinrent une augmentation de salaire de 11 %, valable aussi pour les ouvriers des autres branches de cette industrie. Les ouvriers de chez Hoesch conquirent une augmentation des salaires générales de 30 Pfennig (37 centimes) par heure, pour tous les salariés du trust. Les ouvriers des mines sarroises obtinrent une augmentation de 8 % ainsi qu'une prolongation des vacances, réalisée par étapes.

Aussitôt une inquiétude se manifesta dans d'autres branches d'industrie. Informés sur le mécontentement des ouvriers, les syndicats de l'industrie du cuir, des banques et des assurances, du textile et du service public trafic, etc., annoncèrent de nouveaux rendez-vous sociaux, de nouvelles négociations sur les salaires. En même temps une grève sauvage éclata dans une usine de textile à Nordhorn. D'autres entreprises, soucieuses de prévenir des grèves sauvages, augmentaient les salaires d'avance, comme par exemple l'usine de construction d'automobiles B.M.W. (en Bavière) qui augmenta les salaires de 40 Pfennig (50 centimes) par heure. Et la direction des usines Volkswagen offraient également aux ouvriers des augmentations de salaire. Les capitalistes étaient évidemment effrayés.

Ce qui caractérisait toutes ces grèves dans leur ensemble était le fait qu'elles étaient nées en dehors de l'initiative du syndicat réformiste, et qu'elles se sont produites et se sont déroulées malgré lui, bien souvent avec la « complicité » et la collaboration des cadres syndicaux de base.

Quoi qu'en disent les sociologues de la nouvelle vague, la classe ouvrière allemande a montré qu'elle n'était pas « intégrée » au système capitaliste.

La fin d'une bonne réputation

DEPUIS le début septembre, en Allemagne de l'Ouest, il y a du nouveau. Les « grèves sauvages », déclenchées malgré et contre les directions syndicales, déferlent.

Et, qui plus est, les travailleurs allemands ne se sont pas contentés de déserter leurs usines. Par dizaines de milliers, ils ont manifesté dans les rues de leurs villes, drapeaux rouges en tête et chantant l'Internationale.

Aussi, patrons et politiciens bourgeois, tous ceux qui dormaient paisiblement sur leurs deux oreilles, avec dans leur petite tête l'idée que l'ouvrier allemand était un citoyen docile et responsable, un consommateur repu, un allergique à toute contestation, ont-ils eu un réveil brutal.

« Je ne reconnais plus mes ouvriers » s'est écrié M. Harders, P.D.G. des « Hoesch-Werke » de Dortmund. « Qu'est-ce qui a pu se produire pour que nos travailleurs, généralement si disciplinés, s'oublient (sic) au point de descendre dans la rue et de se comporter comme des révolutionnaires » continue le journal patronal « Handelsblatt ». Et la presse internationale de s'empresser de faire chorus : quelle mouche a piqué les travailleurs allemands, eux qui avaient si bonne réputation ?

Les travailleurs allemands avaient « bonne » réputation, certes. Mais bonne réputation pour tous ceux qui ont la mémoire courte, et que cela tranquillise de l'avoir la plus courte possible.

De la fin de la première guerre mondiale à la venue au pouvoir de Hitler, la classe ouvrière allemande était l'une des plus organisée, et des plus consciente, d'Europe. A l'époque, c'est sur les qualités révolutionnaires des travailleurs allemands que comptait le jeune Etat ouvrier russe pour porter au capitalisme le coup décisif. Et c'est justement à cause de cette haute combativité que le capitalisme allemand, dans les conditions d'une crise économique profonde, a eu recours, pour briser son prolétariat, au nazisme. Si l'entreprise a réussi, c'est uniquement parce que la direction politique de la classe ouvrière allemande, le Parti communiste, déjà bureaucratisé et servilement soumis au stalinisme, n'a pas été à la hauteur de sa tâche. Mais à l'époque, cette classe ouvrière avait si « bonne » réputation que le capitalisme allemand n'a pu se survivre qu'en détruisant ses organisations, qu'en exterminant physiquement ses militants. L'univers concentrationnaire, ce sont les travailleurs allemands qui en ont fait les premiers l'expérience. Ils y sont morts par milliers. Et de cette saignée, la classe ouvrière allemande a mis des décennies à se remettre.

Voilà à quel prix la « bonne » réputation fut acquise. Et si elle est demeurée intacte jusqu'à une date si récente, c'est que les dirigeants de la République Fédérale Allemande, fortement épaulés par l'impérialisme américain, pour qui l'Allemagne de l'Ouest est le bastion extrême oriental du « monde libre », veillent au grain.

Rainer Barzel, chef de la fraction parlementaire du Parti Chrétien Démocrate (C.D.U.) ne se félicitait-il pas, il y a quelques années, après la réussite de l'opération de coalition gouvernementale avec les Sociaux - Démocrates (S.P.D.), d'avoir « liquidé la conscience de classe des travailleurs allemands » ?

La tâche de la bourgeoisie était d'autant plus facile que la seconde Allemagne, celle dite « démocratique », servait d'épouvantail anti-communiste, et contribuait à défigurer le socialisme, et à mettre en valeur les bienfaits du « miracle allemand », comme disait la presse occidentale.

Mais tout cela n'a pu empêcher, 36 ans après la tragédie qui vit arriver Hitler au pouvoir, la classe ouvrière allemande de retrouver la voie de ses glorieuses traditions de lutte.

« La classe ouvrière allemande se relèvera — écrivait Trotsky en 1933 — le stalinisme jamais ! »

Ces mots prennent aujourd'hui tout leur sens.

Compo-Typo-Technic - ROQ. 02-95 — Roto Technic - Offset Aubervilliers